



Maghreb Canada Express

ÉDITION MAGAZINE

BESOIN D'UNE HYPOTHÈQUE?

Contactez-nous pour :

- Obtenir une pré-qualification
- Acheter avec 0\$ comptant*
- Renouveler votre hypothèque
- Refinancer votre hypothèque
- Consolider vos dettes

Service Grand Client
SÉRIEZ-VOUS ?

Une façon intelligente d'obtenir une hypothèque.

* Certaines conditions s'appliquent
** Hypothèques résidentielles

Badre Izougghen & Inc.
Agent immobilier affilié
Conseiller en financement hypothécaire

INTELLIGENCE HYPOTHÉCAIRE
Service personnalisé

Cell.: (514) 991-7738 (877) 775-3324

Courriel : izougghen@intelligencehypothecaire.ca

SALAM! SALAM!

ABDEL SALEM EL WERFALLI PREND SOIN DE VOTRE VOITURE.

- Électronique Auto & Mécanique Générale
- Électronique Diagnostics, Complète Car Care;
- Entretien complet de votre véhicule;
- Européennes, Japonaises, Américaines.

1486, Rue Scurry, Loc. 4, St-Hubert (Qc) J4Z 1A3
Tél : 450-655-8884 Cell : 514-605-4157 Fax : 450-682-4622

Safa VOYAGES

1400, Boulevard Ouest, suite 245, Montréal (Qc) H3N 1C5

Toutes destinations. Réservations garanties. Services de voyages. Services touristiques.

Meilleurs tarifs pour le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et le Moyen Orient.

الخصاص في أسعار
العرة و الحج

TOUTES SORTES DE VISAS
POUR L'ARABIE SAOUDITE



Tél.: (514) 332-0137 ou 1-877-323-4616
Fax: (514) 332-8299

info@safatravel.com http://www.safatravel.com

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Gancun: Derrière les bilans d'autosatisfaction, la menace pour les pauvres se précise



ALGERIE - MAROC

L'intégration économique pour sortir de l'impasse ?

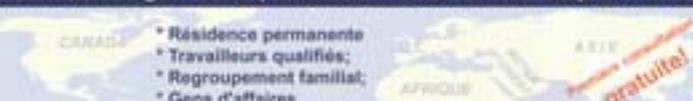
MAROCAINS DU MONDE

Forum économique et de coopération des compétences canado-marocaines (FECCEM) : Appel à Projets



Compétence, intégrité et expérience à votre service depuis 1989

Daniel Mallette, Président
Ministre de la Succession
Canadienne de l'immigration,
Ancien haut fonctionnaire
du Ministère de l'Immigration
du Québec.



- Résidence permanente
- Travailleurs qualifiés;
- Regroupement familial;
- Gens d'affaires

Immigration **gratuite!**

Adresse: 390, Notre-Dame Ouest, suite 400,
Montréal (Qc) H2Y 1T9 - Canada

Courriel: info@dalma.ca
Tél.: (514) 982-0564 Fax: (514) 982-0895

www.dalma.ca

Sommaire...



SM Mohammed VI, Roi du Maroc et SE Bouteflika, Président de l'Algérie



D'UN CONTINENT À L'AUTRE

- Éditorial:Page 3

CANADA / IMMIGRATION

Ce qui a été fait pour les communautés culturelles en 2010

1. Par le Fédéral..... ..Pages 4 et 5
2. Par le Parti québécois..... ..Page 6
3. Par la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec..... ..Page 19

MAROCAINS DU MONDE

- Ce qui a été fait pour les MRE en 2010..... ..Pages 8 et 9
- Forum économique et de coopération des compétences canado-marocaines (FECCCM) : Appel à Projets..... ..Page 10
- À propos de la rencontre préparatoire du FECCCM..... ..Page 11

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Cancun: Derrière les bilans d'autosatisfaction, la menace pour les pauvres se précise..... ..P.12 à P.14

PAGES ÉCONOMIQUES

- Algérie - Maroc : L'intégration économique pour sortir de l'impasse ?..... ..P.16 et P.17
- Le Maghreb paie cher la non Union..... ..Page 17
- L'Algérie et le Maroc: Quelles convergences économiques ?..... ..Page 18

BRÈVES D'ICI ET D'AILLEURS

Les points saillants de l'Actualité marocaine de 2010..... ..P.20 à P.21

PAGES CULTURELLES

- Art culinaire sépharade: La Dafina..... ..Page 22
- 7ième Art: Le film "Aller simple" de Mustapha Touil..... ..Page 23
- Altérité et cohabitation culturelle..... ..P.24 à P.25

VIE COMMUNAUTAIRE

Associations en action..... ..Page 26

COURRIER DES LECTEURS

Retour sur le colloque sur la mort musulmane de Chicoutimi..... ..Page 27

NOTRE PETIT VILLAGE LA TERRE..... ..Page 28

PAGES SPORTIVES..... ..P.29 À P.30



Bonne et heureuse année 2011 à tous

Que 2011 vous apporte à vous et à vos proches tout ce que vous désirez:

Santé, Joies, Bonheur, Paix, Prospérité

Compte à rebours pour une fin du Monde annoncée

D'un Continent à l'autre ...



A. El Fouladi

Selon ceux et celles qui croient au calendrier Maya, il ne nous reste plus qu'une petite année à vivre. Et, par conséquent, le compte à rebours vient d'être dé-

clenché avec l'avènement de 2011 !

Mon ami *Lafhama* de Montréal y croit dur comme fer et il commence déjà à semer les bonnes actions à tout vent, histoire de se racheter et d'effacer ses *seyyi'at* (péchés) avant qu'il ne soit trop tard !

- Voyons mon ami, me risqué-je de lui faire remarquer, depuis que je suis sur terre, on m'a annoncé au moins une dizaine de fins du monde. Cela n'a pas empêché le terre de continuer de tourner et le soleil de se lever chaque matin à l'Est !

- Mais cette fois-ci c'est différent me lance-t-il le regard hagard: Il y a de ces signes qui ne trompent pas ! Tiens, par exemple, Qatar va organiser la coupe du monde de football de 2022 !

Réprimant un fou rire, je lui rétorque, à la blague, que de toute façon, si ses craintes de fin du Monde se réalisent, il n'y aura personne pour regarder les chameaux pousser le ballon rond vers les buts.

«Tu as tort de te moquer. Ah que tu as tort! Tu les sous-estime ! Et pourtant, leur maître chameau a fait partir une chaîne TV il y a quelques années; La CNN arabe qu'ils disent ! Et tu sais quoi ? Depuis ce temps, tout le monde ne regarde plus que la bosse des autres chameaux... Jamais la bosse du maître chameau !»

Et Mon ami *Lefhama* de poursuivre:

Ce pays n'a même pas de tradition footballistique ! Ils vont tout importer: Leur équipe

nationale, leurs hooligans et même des stades démontables qu'ils prétendent offrir à d'autres pays, une fois les compétitions terminées. Mon œil ! Ils ne sont que 170.000 ! Ils vont largement entrer dans ces stades climatisés, s'il te plaît, quand la fin du Monde va faire rôtir les autres à l'extérieur !

« Leur objectif, te dis-je, n'est pas de préparer la Coupe du monde mais de se préparer, tous seuls, pour survivre à la fin du Monde dans leurs stades sophistiqués! »

Laissant mon ami *Lefhama*, à ses divagations devant sa bière qu'il se veut halal, je m'en retourne chez nous rédiger ce billet; Le premier de cette année *pré apocalyptique*.

Chemin faisant je n'ai pas pu m'empêcher de penser que construire des stades climatisés, nul part dans le désert, sous des températures de +50°, avec toute l'énergie fossile qu'il faut pour réaliser un rêve digne d'un pharaon, n'est pas le meilleur exemple que le monde puisse donner pour réduire le réchauffement anthropique de la planète!

Et je ne peux pas non plus m'empêcher de penser que les Arabes ont raté leur rendez-vous avec l'Histoire, au début du siècle dernier: N'ayant pas su investir pour équilibrer les forces dans la région, ils se trouvent maintenant réduits à quémander leur sécurité aux pieds des Américains.

Au début de ce siècle, Ils investissent pour satisfaire leur ego et, par conséquent, perdre leur indépendance, au lieu d'investir dans la recherche scientifique en vue de remplacer leur pétrole par une richesse durable, Chassez le naturel, et le naturel revient... au désert !

A. El Fouladi

© Une production
MAGHREB CANADA EXPRESS
"D'un Continent à l'autre"

www.maghreb-canada.ca

ISSN 1708-8674

Dépôt légal: 2550843

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Abderrahman El Fouladi, Ph.D.

elfouladi@videotron.ca

Contact et publicité:

info@maghreb-canada.ca

Tel. (514) 576-9067

Chroniqueurs:

Mostafa Benfarès, Ph.D.

Yassine El Fouladi, B.Sc.

(Canada)

Mustapha Bouhaddar, Écrivain

(France)

Salaheddine Lemaizi, journaliste

(Maroc)

Infographie:

Abderrahman El Fouladi

Impression:

Les PRESSES du FLEUVE

Maghreb Canada Express est un mensuel gratuit publié au Canada, depuis le 1er juillet 2003.

Il est le seul à être distribué aussi bien à Montréal que dans la ville de Sherbrooke (Estrie).

Ce qui a été fait pour les communautés culturelles en 2010

Nous avons posé la question à des responsables dans les Affaires publiques et relations avec les intervenants (Ressources humaines et développement des compétences Canada - RHDC) à l'aube de la nouvelle année 2011.

Voici la réponse que nous avons obtenue pour vous :

De prime abord, on a mis en exergue que le Gouvernement fédéral est fermement engagé à aider les nouveaux arrivants à réussir au Canada. «*Afin que le Canada puisse réaliser son potentiel économique, les immigrants et les nouveaux arrivants doivent avoir la possibilité de trouver l'emploi qui convient le mieux à leurs compétences et à leurs qualifications*» Nous a-t-on rappelé.

PROGRAMME DE RECONNAISSANCE DES TITRES ET COMPÉTENCES ÉTRANGERS

(...) Il s'agit de la raison pour laquelle, dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, le gouvernement du Canada a investi 50 millions de dollars en vue de travailler de concert avec ses partenaires à l'amélioration de la reconnaissance des titres de compétences étrangers. Ce partenariat a favorisé la création du Cadre pancanadien d'évaluation et de reconnaissance des qualifications professionnelles acquises à l'étranger, annoncé en novembre 2009.

Au cours de la première phase de la mise en oeuvre du Cadre, nous avons collaboré avec les provinces, les territoires et les intervenants à la simplification de la reconnaissance de l'expérience et des titres de compétence acquis à l'étranger pour huit professions prioritaires, dont les ingénieurs et les infirmiers. La phase suivante du Cadre est axée sur l'amélioration de la reconnaissance des titres de compétences étrangers pour six autres professions cibles, dont les médecins et les dentistes. Pour de plus amples renseignements au sujet du Cadre, veuillez consulter le site suivant: nouvelles.gc.ca/web/article-fra.do?nid=499119.

Le Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers (PRTCE) du gouvernement du Canada vise à favoriser l'intégration des travailleurs formés à l'étranger au marché du travail.

<http://www.rhdcc.gc.ca/fra/competence/r>

[econnaissance_titres_competences/index.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fra/competence/r/econnaissance_titres_competences/index.shtml)

Depuis la mise en place du Cadre, le gouvernement du Canada a annoncé un financement de plus de 26 millions de dollars dans le cadre du PRTCE pour les besoins de projets visant à aider les professionnels formés à l'étranger à trouver un emploi dans leur domaine. Les projets comme ceux-ci aident les nouveaux arrivants à mettre leurs connaissances et leurs compétences à contribution plus rapidement au sein des collectivités canadiennes.

Pour prendre connaissance des dernières annonces du gouvernement du Canada en lien avec le PRTCE, veuillez consulter le site suivant : <http://nouvelles.gc.ca/web/index-fra.do>.

Pour consulter les histoires de réussite du PRTCE (ainsi que des photos), veuillez visiter le site suivant : www.rhdcc.gc.ca/fra/ministeriel/histoires_reussite/index.shtml.

AUTRES RESSOURCES

En outre, dans le cadre d'ententes sur le marché du travail conclues avec les provinces et les territoires, le gouvernement du Canada a investi 500 millions de dollars par année jusqu'en 2014 pour financer des programmes qui aident les Canadiens, dont les nouveaux arrivants, à accéder à la formation et aux services dont ils ont besoin pour s'intégrer au marché du travail.

L'outil Travailler au Canada fournit des renseignements sur l'emploi comme des descriptions de travail, les salaires, les études et l'expérience nécessaires, les possibilités actuelles et la demande prévue. L'outil peut produire près de 30 000 rapports uniques. Depuis 2007, il a produit plus de 2 millions de rapports pour des particuliers au Canada et à l'étranger. L'outil Travailler au Canada et d'autres renseignements sur l'emploi se trouvent à l'adresse suivante :

http://www.travailleraucanada.gc.ca/pièces_jointes-fra.do?cid=1&lang=fra.

Le Guichet emplois est un site Web à accès centralisé pour l'affichage des offres d'emploi où se trouvent des renseignements sur le nombre de postes offerts au Canada, y compris les 29 professions admissibles dans le cadre du Programme des travailleurs qualifiés (f é d é r a l) . www.guichetemplois.gc.ca/intro-fra.aspx

En plus du PRTCE, le gouvernement du Canada a mis en place deux initiatives complémentaires pour donner suite à la question de la reconnaissance des titres de compétences étrangers, chacune ayant un objectif différent :

- ◆ Le Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers fournit aux personnes ayant obtenu leur diplôme à l'étranger des renseignements sur le processus d'évaluation des qualifications afin de leur permettre de trouver un emploi plus rapidement dans leur domaine de formation . www.competences.gc.ca/index.asp

- ◆ L'Initiative relative aux professionnels de la santé formés à l'étranger favorise la collaboration avec les provinces, les territoires et les intervenants afin de permettre à un plus grand nombre de professionnels de la santé formés à l'étranger de mettre leurs compétences à contribution dans le système de la santé canadien. www.hc-sc.gc.ca/hcss/finance/hcpcp-pcpcss/iehip-ipsfe-fra.php

ACCORDS DE SÉCURITÉ SOCIALE ENTRE LE CANADA ET D'AUTRES PAYS

Le Canada a conclu 51 accords de sécurité sociale avec d'autres pays, qui portent sur le programme de la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada. Ces accords englobent également les régimes de sécurité sociale des autres pays, et prévoient le versement de pensions de vieillesse, d'invali-

A suivre page 5

Ce qui a été fait pour les communautés culturelles en 2010

Suite de la Page 4

dité et de survivant.

Ces accords de sécurité sociale permettent aux résidents des autres pays, qui vivent maintenant au Canada, de recevoir des pensions de leur pays d'origine. Ils permettent également de verser des pensions canadiennes aux personnes nouvellement arrivées au Canada et de verser des pensions au prorata à ceux qui veulent retourner dans leur pays d'origine pour y passer leur retraite.

Lors de l'entrée en vigueur de chaque accord, Service Canada présente des séances de renseignements dans les villes principales du Canada afin d'informer le public des bénéfécies de l'accord.

LA CONVENTION DE SÉCURITÉ SOCIALE AVEC LE MAROC EST ENTRÉE EN VIGUEUR EN MARS 2010

Le plus récent accord conclu est la Convention de sécurité sociale avec le Maroc, qui est entrée en vigueur le 1er mars 2010. Cette Convention permet le versement de pensions marocaines et canadiennes dans les deux pays. Si vous souhaitez présenter une demande de prestations canadiennes ou étrangères en vertu d'un accord, ou si vous voulez plus de renseignements au sujet des accords, veuillez visiter le site Internet : www.servicecanada.gc.ca/fra/psr/piae/operint.shtml.

SERVICE CANADA

Service Canada fournit des renseignements sur le service d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers aux nouveaux arrivants au Canada et aux immigrants établis. Ces renseignements

sont également fournis aux nouveaux arrivants lorsqu'ils demandent un numéro d'assurance sociale.

Service Canada poursuit l'essai de nouvelles approches pour les services multilingues à l'appui de la mise en oeuvre de ses stratégies de service relatives aux clients autochtones et aux nouveaux arrivants, pour faire en sorte que ces clients soient informés des prestations et des services du gouvernement du Canada auxquels ils pourraient avoir droit et qu'ils bénéficient d'un service rapide. Service Canada continue d'offrir le plus haut niveau de service à tous ses clients dans la langue officielle de leur choix.

Les services multilingues ciblent les Autochtones qui ne parlent ni l'anglais ni le français ou qui préfèrent, pour des raisons culturelles, être servis dans leur langue maternelle, ainsi que les nouveaux arrivants au Canada qui ne parlent ni l'anglais ni le français. Dans le présent contexte, le terme « nouveaux arrivants » désigne les personnes qui sont arrivées au Canada au cours des cinq dernières années. Ces clients, qui sont peut-être admissibles à des prestations ou à des services du gouvernement du Canada, peuvent avoir de la difficulté à comprendre les programmes ou hésiter à se présenter dans un bureau du gouvernement en raison des obstacles linguistiques.

Trois services multilingues distincts sont actuellement offerts aux Canadiens :

1. feuillets de renseignements multilingues, où des renseignements de nature

générale sur des programmes et des services choisis sont offerts dans diverses langues autochtones et étrangères; Service Canada a affiché sur Internet des feuillets de renseignements sur des programmes et des services clés du gouvernement du Canada dans onze langues autochtones et dans douze langues étrangères;

2. services multilingues en personne, qui sont offerts par des employés qui peuvent communiquer volontairement dans une langue autochtone ou étrangère; ces services sont mis à l'essai dans certains Centres Service Canada et dans certains sites de services mobiles réguliers et occasionnels;

3. service d'interprétation par téléphone en langues étrangères, qui est mis à l'essai dans 53 Centres Service Canada de tout le pays. Des services d'interprétation téléphoniques sur demande y sont offerts par un fournisseur de services tiers, et ce, dans plus de 50 langues étrangères. Veuillez consulter le site Web de Service Canada, sous la rubrique « Trouver un bureau de Service Canada », pour voir si ce service d'interprétation par téléphone est mis à l'essai dans un bureau de Service Canada près de chez vous.

Source:

Correspondance exclusive de Maghreb Canada Express avec les Services de communications ministérielles / RHDCC



ÉCOLE DE CONDUITE AMEL
Reconnue par la SAAQ
Instructeurs qualifiés et expérimentés
Cours jour, soir, fin de semaine; Instruction en Français
Anglais ou Arabe
Votre réussite nous tient à coeur !
3300, Boul. Rosemont, Suite 225
Montréal (Qc) H1X 1K2
(Autobus 67 ou 197)
Tél. (514) 729 6330
**Nous louons
les Voitures
pour l'examen**
EXAMEN

Ce qui a été fait pour les communautés culturelles en 2010

La même question, posée à M. Maka Kotto (critique officiel en matière des Communautés culturelles, pour le Parti Québécois) a obtenue la réponse suivante:

En 2010, le Parti Québécois a amorcé une grande réflexion portant sur le pouvoir du Québec d'agir en toute liberté.

Cette réflexion a suscité une multitude de propositions consignées dans un cahier qui sert de base de discussions et de débats qui trouveront leur point culminant lors du prochain Congrès du Parti Québécois.

Il s'agit de la Proposition principale.

Parmi les thèmes mis en exergues dans cette Proposition principale, on retrouve notamment l'immigration; car en effet, le Québec accueille et accueillera des milliers de personnes immigrantes dans les prochaines années. Ces personnes contribuent par leurs compétences et leur culture à l'épanouissement d'une nation québécoise pluraliste et ouverte sur le monde. Aussi, il est essentiel d'assurer leur intégration harmonieuse à la nation québécoise, aussi bien pour assurer l'adhésion aux valeurs communes que pour leur épanouissement. À cet effet, un gouvernement souverainiste :

- a) Adoptera une politique rigoureuse de sélection des demandes d'immigration économique en fonction de la réalité du marché du travail de façon à maximiser l'intégration en amont;
- b) S'assurera que les services d'immigration et d'intégration puissent satisfaire, eu égard à leur nombre, aux besoins des personnes immigrantes;
- c) S'assurera que tous les candidats à l'immigration soient évalués et rencontrés par Immigration-Québec;
- d) Exigera de tous les candidats à l'immigration qu'ils remplissent des conditions liées à la connaissance du français, à l'employabilité et à la sécurité, et ce, avant leur arrivée au Québec;
- e) Conclura de nouvelles ententes en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles avec d'autres pays de la Francophonie et des Amériques pour permettre une plus grande ouverture dans la reconnaissance de diplômes étrangers;
- f) Accentuera les mesures d'accompagnement et de suivi par l'État des personnes immigrantes pour faciliter une intégration harmonieuse, en offrant des cours



Maka Kotto, député du PQ

de français et des mesures de soutien pour l'intégration en emploi;

g) Adoptera une stratégie sur l'accessibilité équitable aux professions réglementées afin d'en favoriser l'accès aux personnes immigrantes;

h) Soutiendra les initiatives locales visant à accueillir des personnes immigrantes en région.

Les membres du Parti Québécois ont été invités à débattre de ces idées et à les bonifier dans un premier temps dans le cadre des Congrès des circonscriptions. Elles seront par la suite débattues et amendées dans le cadre des congrès régionaux avant d'être définitivement débattues et adoptées dans le cadre du Congrès du Parti Québécois qui se tiendra au Palais des Congrès de Montréal au début du mois d'avril 2011.



CFMB 1280 AM
Radio Montréal

PROGRAMME DE RADIO MAROC ECHOS

MAROC ECHOS est la voie de toute la communauté Marocaine, Maghrébine et Arabe.

En ondes sur la station CFMB 1280 AM.

Producteur et responsable du programme marocain: Aziz NOUAIM

Durée : 1 heure tous les mardis, mercredis et jeudis de 22H à 23H. et 2 heures tous les Dimanches de 19H à 21H.

Groupe Hbab El Ghiwane: Parce qu'un petit Ghiwanais sommeille en chacun de nous..!

Il y a certaines années dont les bilans se résument en peu de mots, les choses essentielles n'en n'ont pas grand besoin... 2010 est une de ces années et l'essentiel aura été pour moi un voyage au Maroc pour voir comment il se portait. Après 19 ans, quel bonheur de voir qu'il lui reste toujours quelque peu de ce qu'il avait hier encore; ce pays fonçant à toute allure vers la modernité mais dont la jeunesse a le plus grand souci de son héritage culturel si riche.



Par Yassine El Fouladi

Pierre Foglia affirmait, dans l'une de ses récentes chroniques, qu'un souvenir puissant, aussi vieux puisse-t-il être, semble toujours plus actuel que les événements banaux des derniers temps ! S'il faut passer en revue l'année 2010, le puissant souvenir de mon départ du Maroc, en 1991, me semble encore être comme hier et rien dans l'année écoulée ne s'y compare !

Comment oublier, en effet, le voyage vers l'aéroport; ce trajet durant lequel une vieille cassette déversait des chansons de Nass El Ghiwane ! Cette cassette, j'ai continué à l'écouter à Montréal dans ma voiture jusqu'à ce que les lecteurs cassettes disparaissent de la circulation ! Mais le lecteur de ma mémoire, lui, n'a pu oublier son souvenir ! Après un "exil" de presque vingt ans, le souvenir est plus fort aujourd'hui, étant donné ce retour cet été au pays de mes ancêtres pour voir ce que je ne pourrais plus oublier: Une culture et des jeunes qui la perpétuent : *Hbab El Ghiwane*.

Durant le séjour, j'ai eu le plaisir de rencontrer Nacim Haddad le chanteur du groupe. La symbolique est grande: Je quitte le pays sur le son de la vieille cassette des Ghiwanais... Pour y revenir vingt ans après et rencontrer ce qui semble être la réincarnation de ce groupe mythique !

Nacim m'a beaucoup parlé de ce que le rythme ghiwanais représentait pour le

Marocain. Cette musique qui a traversé les frontières internationales ! Je m'enorgueillis en imaginant que j'avais participé à ce rayonnement culturel avec ma vieille cassette que mon père m'avait donnée !

Quand mon père me laissa sa vieille cassette, il espérait qu'elle ferait survivre en moi ma culture d'origine, même si je vis loin de la mère patrie ! Il espérait que cette musique serait comme elle l'a été originellement : Une réconciliation avec notre culture, notre identité profonde !

À l'occasion d'un concert de ce groupe, j'ai invité mon père (qui est venu de Montréal me rejoindre à Rabat) sachant son goût pour cette musique. Sa joie était intense. La mienne aussi quand je le vis chanter les paroles pour accompagner le Groupe.

À ce moment, il comprit que l'héritage culturel qu'il voulait léguer ne serait jamais perdu. Personnellement, je compris autre chose: Hier Nass El Ghiwane ont réconcilié un peuple avec sa culture. Aujourd'hui ils viennent de réconcilier deux générations ! Ils rapprochent les jeunes des vieux sans les vieillir et les vieux de jeunes en leur rappelant qu'ils ne vieilliront jamais... Eux non plus !

La culture est un enjeu d'importance au Maroc. Dans un pays où la diversité se veut être la règle, la culture est la "loi" qui l'unit. Les politiciens ne semblent pas



Nacim Haddad

étrangers à cette idée eu égard aux initiatives qu'ils mettent en place. Je pense à l'ouverture de bibliothèques, de centres culturels, etc. Souhaitons tout de même que notre culture ne devienne pas victime d'une instrumentalisation politique: Ce qui ne pourrait nullement lui être bénéfique. Je garde espoir quand je vois *Hbab El Ghiwane* faire vivre le rythme marocain de nos parents, eux qui ont compris qu'elle richesse et qu'elle valeur a ce rythme !



Ce qui a été fait pour les MRE en 2010

L'année 2010 a été marquée par le lancement de plusieurs programmes et projets s'inscrivant dans le cadre du "Plan national quinquennal 2008-2012 pour la promotion des affaires des marocains résidant à l'étranger (MRE)". Ces actions ont été initiées pour répondre aux différentes préoccupations des MRE notamment sur les plans administratif, socioéconomique, culturel et éducatif.

Sur le plan social, et en concrétisation de son programme social visant la protection des intérêts et droits des marocains résidant à l'étranger, le Ministère a pris une panoplie de mesures et de procédures ayant trait à promouvoir l'assistance social et juridique en faveur des franges démunies des MRE.

A cet effet, plusieurs plans d'action thématiques ont été mis en place pour assurer l'accompagnement des personnes âgées, des retraités, des femmes marocaines résidant à l'étranger, des étudiants, et des jeunes marocains en situation de précarité... Le Ministère a attribué 1000 bourses universitaires au profit des jeunes étudiants démunis dans les divers pays d'accueil. Il a aussi pris en charge l'accompagnement social, culturel et juridique des détenus et des mineurs non accompagnés et notamment a assuré le transfert des dépouilles des MRE démunis.

En appui des droits et intérêts des MRE, le Ministère a œuvré pour le renforcement des capacités des services sociaux au sein de 20 centres consulaires offrant divers services sociaux, en vue de généraliser l'assistance juridique et la consultation judiciaire au profit des démunis sur 51 consulats de part le monde. Le ministère a également mobilisé une équipe relevant du Centre des Droits des Migrants pour assister, orienter et assurer le suivi des requêtes et doléances des MRE.

CARAVANE DE L'ÉGALITÉ ET DE LA CITOYENNETÉ

L'année 2010 a été aussi marquée par l'organisation, du 14 au 31 Octobre 2010, de la Caravane de l'égalité et de la citoyenneté au profit des femmes marocaines migrantes et leurs familles et ce en partenariat avec le Ministère du Développement Social, de la Famille et de la Solidarité et l'association Ytto sous

le thème : " pour une meilleure application du code de la famille ".

SUR LE PLAN ADMINISTRATIF

Afin d'aider les MRE à obtenir leurs documents administratifs dans les meilleures délais, un système de permanence a été mis en place entre le 15 juin et 19 septembre 2010 pour demeurer disponible tout au long de la journée pour accueillir et assister nos concitoyens à résoudre leurs problèmes et leur permettre de bénéficier des services administratifs hors des horaires ordinaires. Sur ce, les services du Ministère ont reçu au cours de la période estivale de cette année près de 500 MRE et ont traité plus de 920 requêtes et doléances. Par ailleurs, le Ministère a adopté une politique de proximité pour la gestion des affaires des MRE dans toutes les régions du Maroc, en développant un concept d'administration régionale nommé " maison des marocains du monde " à Nador et Beni Mellal et compte étendre ce réseau par deux nouvelles maisons à Casablanca et Sidi Slimane.

SUR LE PLAN CULTUREL ET ÉDUCATIF

Au niveau culturel, l'établissement de centres culturels au sein des pays d'accueil constitue l'un des programmes phares du MCCMRE visant à renforcer les liens des MRE avec leur mère patrie, notamment les générations émergentes. Ainsi, les centres culturels projetés par le Ministère à Bruxelles (Darkoum) et à Tunis sont en cours de finalisation de travaux, tandis que les autres centres de Montréal, Mantes la Jolie et plus récemment Amsterdam sont soit en phase d'acquisition de terrain ou de construction.

D'autre part, Le Ministère mis en œuvre le plan quinquennal urgent 2009-2013 pour mettre à niveau et promouvoir l'enseignement de la langue arabe et de la culture marocaine en faveur des enfants

des MRE en partenariat avec tous les acteurs concernés au Canada, aux Etats Unis et en France.

Et en réponses aux besoins des MRE ayant trait au renforcement des liens de leurs enfants avec leur mère patrie, les colonies de vacances ont été au rendez vous au profit de 250 enfants marocains résidant en Tunisie, Sénégal, Gambie, Côte d'Ivoire et en Libye. Le ministère a aussi appuyé plus de 12 séjours culturels au profit des jeunes MRE et a organisé en partenariat avec 11 facultés marocaines la deuxième édition des Universités d'Été en juillet 2010, avec la participation de près de 500 étudiants et étudiantes âgés entre 18 et 25 ans venus des quatre coins du monde.

Par ailleurs, le Ministère a organisé du 14 au 21 Juillet 2010, la septième édition du Raid des Marocains du Monde sous le thème " les provinces du sud : une dynamique continue pour un développement durable ". Cette édition a été marquée par la participation de 100 élus MRE et 50 de leurs homologues dans les pays d'accueil en tant qu'invités d'honneur. Le Raid de cette année a connu la création du premier noyau d'un réseau dédié aux élus marocains à l'étranger afin de mettre en avant les programmes et projets de partenariat décentralisés. Aussi, une forte participation des jeunes MRE aux festivités de la fête du trône avec 220 jeunes participants de moins de 25 ans.

DÉVELOPPEMENT ET INVESTISSEMENT

A l'occasion de la journée nationale de la communauté marocaine résidant à l'étranger, le Ministère a organisé en collaboration avec ses partenaires institutionnels et civils, une conférence thématique sur " la protection des droits de la communauté marocaine résidant à l'étranger en temps de crise ", afin de met-

À suivre, Page 9

Ce qui a été fait pour les MRE en 2010

Suite de la page 8

tre en exergue les mécanismes et stratégies requises pour garantir les droits primordiaux et acquis des migrants. En marge de cette conférence, plusieurs rencontres de communication et journées portes ouvertes ont eu lieu dans toutes les régions du Royaume.

Dans le cadre de l'élaboration d'une politique nationale pour la mobilisation des compétences marocaines à l'étranger, le Ministère a organisé en partenariat avec le Conseil de la Communauté marocaine à l'étranger le premier Forum des Jeunes marocains du monde à Ifrane les 27 et 28 juillet 2010, qui a connu la participation de 500 jeunes, MRE et locaux. L'année 2010 a été également marquée par l'organisation, en partenariat avec le CCME d'une rencontre sur " la charte nationale de l'environnement et le développement durable : quel contribution de la communauté marocaine à l'étranger ? ".

Suite aux Hautes instructions royales, appelant à fédérer et à mobiliser toutes les moyens nécessaires pour inciter les expatriés marocains à investir au Maroc et pérenniser et renforcer leurs liens économiques avec leur pays d'origine, le Ministère a cofinancé l'organisation de plusieurs manifestations dans les pays d'accueil visant à drainer les investissements des MRE au Maroc. Cependant, en vue d'atténuer les effets de la crise mondiale sur les ressortissants marocains, notamment les investisseurs, le Gouvernement a mis en place une batterie de mesures comme le MDM Invest et l'extension de la garantie du Fonds d'assurance hypothécaires " Damane Assakan " aux MRE désireux d'acquérir un logement au Maroc. Aussi, le Ministère a œuvré en partenariat avec le PNUD et l'Agence du Sud à promouvoir les investissements des MRE issus des provinces du sud dans leurs régions d'origine. Il a aussi veillé sur l'élaboration du programme de création de 1000 PME au Maroc par la communauté marocaine en France.

COMMUNICATION ET INFORMATION

Dans le cadre de sa stratégie de communication et d'information, le Ministre Chargé de la Communauté Marocaine résidant à l'Etranger a tenu plusieurs

rencontres de communication avec les MRE dans les villes d'Imintanoute, Chichaoua, Larache, Casablanca, Sidi Slimane et Guelmim pour s'enquérir de leurs situations. Des rencontres et des portes ouvertes ont été également organisés par plusieurs Wilayas et Provinces du Royaume au profit des MRE à l'occasion de la journée nationale de la communauté marocaine résidant à l'étranger. Par ailleurs, le Ministère a publié un " guide des marocains résidant à l'étranger " en quatre langues ainsi que des brochures et des affiches sur les programmes thématiques destinés aux ressortissants marocains à l'étranger.

En vue de promouvoir son partenariat avec les ONG marocaines au Maroc et dans les pays d'accueil, le Ministère a mis en place un plan d'action intégré pour la mise à niveau et le développement des capacités de gestion des associations des MRE, ainsi que pour la création d'une base de données des associations des MRE et pour le cofinancement de leurs projets dans les différents domaines intéressant la CMRE. A cet effet, un appel à projet a été lancé par le MCCMRE au titre duquel, 58 associations MRE ont signé des conventions de partenariat pour financer des projets au profit de la CMRE. Sur le plan bilatéral, plusieurs rencontres ont eu lieu avec des responsables politiques des pays de résidence des MRE au niveau national, régional et local.

POLITIQUE DE PROXIMITÉ ET DE COMMUNICATION DIRECTE DANS LES PAYS D'ACCUEIL

Le Ministre Mohammed Ameer a entamé plusieurs visites de communication au Bahreïn, Qatar, Emirats, Sénégal, Gambie, Royaume Uni, France, Espagne, Canada et aux pays scandinaves, pour s'enquérir de leurs situations. Par ailleurs le Ministère participe régulièrement, via des unités mobiles constituées de cadres et des juges du Ministère, aux grands salons et manifestations économiques ou culturels organisés dans les pays d'accueil pour orienter les MRE et traiter sur place leurs problèmes et plaintes et les informer sur les programmes mis en place à leur profit.

Mise à niveau des mécanismes de com-

munication et d'information destinée aux MRE.

Un nouveau portail électronique a été conçu en collaboration effective avec une équipe de jeunes ingénieurs informaticiens marocains résidant à l'étranger. Aussi, un partenariat a été entamé entre le Ministère et la presse écrite afin de promouvoir la matière médiatique dédiée à la migration, créer des espaces de communication avec les marocains du monde et œuvrer pour l'amélioration de l'image du migrant marocain au Maroc comme dans les pays d'accueil.

Source: Correspondance MCE/MCMRE

SONDAGE D'OPINION MCMRE / CCME

Pour connaître les attentes et aspirations des nouvelles générations des MRE, Le Ministère a organisé en partenariat avec le CCME un sondage d'opinions qui a porté sur un échantillon de 2.610 jeunes, âgés entre 18 et 34 ans, résidant dans six pays européens à savoir la France, la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Espagne et l'Italie, dont les conclusions sont comme suit :

- Forte attachement aux deux cultures (marocaine et du pays d'accueil), un sentiment fort de double identité, notamment pour la deuxième génération ; 71% des jeunes interrogées estiment qu'il n'est pas nécessaire de renoncer à l'identité d'origine.
- 70% d'eux sont très attaché au Maroc ; visite permanentes, liaisons familiales, culturelles, et financières.
- 91% parmi ces jeunes estiment très ou assez important pour eux de garder des liens avec la famille au Maroc.
- 93% déclarent pouvoir pratiquer plus ou moins bien la langue arabe ;
- 84% se marient avec des jeunes d'origine marocaine
- 53% déclarent s'être senti victimes de discriminations dans leur pays d'accueil notamment en ce qui concerne l'accès à l'embauche et le logement.

FECCCM : APPEL A PROJETS

Sous le thème “Les compétences canado-marocaines, pour un nouveau partenariat transatlantique”, le Ministère chargé de la Communauté Marocaine Résidant à l'Étranger (MCMRE) en collaboration avec l'Ambassade du Royaume du Maroc au Canada et avec l'appui du comité organisateur du Forum organise les 23 et 24 mai 2011 à Rabat la première édition du Forum économique et de coopération des compétences canado-marocaines (FECCCM)

Ce Forum ambitionne d'associer les compétences canado-marocaines au processus de développement du Maroc et de stimuler la coopération économique, commerciale et technologique entre le Maroc et le Canada.

Thématiques ciblées pour l'édition de 2011

- Agriculture et agroalimentaire;
- Éducation, enseignement supérieur et recherche scientifique;
- Environnement, climat, énergie verte et développement durable;
- Industrie et entrepreneuriat.

Public visé

Les personnes morales et physiques porteuses de projets en lien avec les thématiques ciblées du Forum, qui sont à la recherche de partenariats institutionnels ou d'affaires, d'un marché ou des opportunités d'investissements au Maroc.

Guide de présentation des projets

Pour fin d'évaluation, les projets soumis devraient répondre aux critères suivants :

1. Titre du projet;
2. Coordonnées du responsable ou de porteur du projet;
3. Nature du projet, objectifs poursuivis et clientèle visée;
4. Lieu de déroulement et calendrier succinct de réalisation;
5. Aperçu sur l'expérience des intervenants au projet;
6. Coût estimatif et retombées escomptées du projet;
7. Partenaires et/ou aide recherchés;
8. Condition du succès du projet.

Date limite de soumission des projets

Le 30 janvier 2011 à 23h59.

Modalités de soumission de projets

Les compétences canado-marocaines intéressées à

participer au prochain Forum, sont invitées à soumettre leurs projets à l'Ambassade du Royaume du Maroc au Canada sise au : 38, Range Road Ottawa - Ontario K1N 8J4

Fax : (613) 236-61 64

Chargé du dossier à l'Ambassade

M. Mohamed AIT BIHI

Téléphone : (613) 236-73 91 / 92 poste 27

E-mail :ait.bihi@hotmail.fr ou : sifamaot@bellnet.ca

Accompagnement et orientations

Les personnes désireuses d'être accompagnées ou orientées dans l'élaboration de leurs projets, sont invitées à prendre contact avec les membres du comité organisateur suivants :

Agriculture et agroalimentaire

- M.Idriss Ettabaa,

Courriel : iettabaa@hotmail.com

Éducation, enseignement supérieur et recherche scientifique

- M.Faouzi Benjeloun,

Courriel : faouzi.benjelloun@fsaa.ulaval.ca

- M.Mimoune El Boujdaini,

Courriel : melboujd@nrcan.gc.ca

- Mme.Fatiha Chandad,

Courriel : fatiha.chandad@greb.ulaval.ca

Environnement, climat, énergie verte et développement durable

- M. Hassan Bendahmane,

Courriel : bendah@videotron.ca

- M. Abderrahman EL Fouladi,

Courriel : elfouladi@videotron.ca

Industrie et entrepreneuriat

- M.Mostapha Chafi,

Courriel : mchafi@flexexports.ca

À propos de la rencontre préparatoire du FECCCM , à Montréal, le 26 novembre dernier

La rencontre était, certes, une occasion pour discuter et examiner, dans le cadre d'ateliers, les opportunités économiques d'investissement et de coopération maroco-canadiens dans différents secteurs . Mais elle n'a pas complètement permis d'estomper la méfiance face aux discours officiels ni de faire oublier les « façons de faire » du passé: En témoigne cette correspondance du Dr Saad Bennis, professeur à l'École de technologie supérieure de Montréal, département de génie de la construction :

Selon le Professeur Saad Bennis, la rencontre était très intéressante... Comme contact préliminaire à une action de plus grande envergure..

Mais, tient-il de préciser: «Nous avons déjà eu des contacts par le passé qui n'ont pas abouti à cause d'une organisation et une méthodologie de travail déficientes et je fais référence au TOKTEN des années 1990 ! Il faut donc tirer des leçons si le but réel est d'avancer au-delà des manifestations politiques !»

Et de poursuivre: «Pour la rencontre du 26 novembre, personnellement je ne vois aucun inconvénient à ne pas être invité. Mais si je le suis il faut me donner un temps raisonnable pour exprimer ce que je propose de faire et avec qui je dois le faire ! Trois minutes chronométrées sont insuffisants pour exposer un projet sérieux»

Soulignons que M. Bennis était dans l'atelier de l'enseignement supérieur. Or cet atelier a connu la plus grande affluence. Ajouter à cela un long exposé (de la part du cadre marocain invité à exposer les besoins du Maroc dans ce secteur.) qui avait débordé sur le temps réservé aux discussions (NDLR).

Pour être partico-pratique, M. Saad Bennis conseille d'identifier quelques projets porteurs en partant des besoins ciblés sur le terrain et y concentrer les énergies nécessaires.

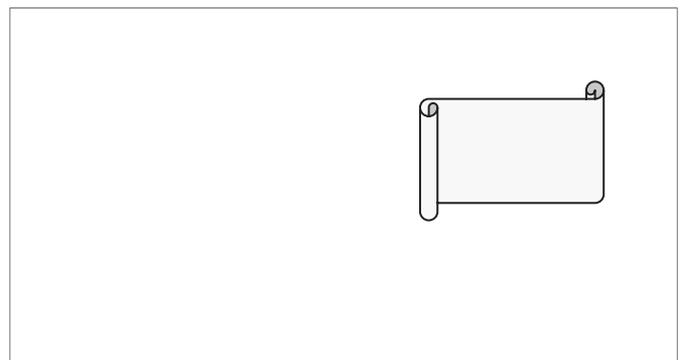
Il suggère en ce sens que l'intervenant marocain au Canada identifie, le cas échéant, ses partenaires au Maroc et

amorce avec eux le montage technique et financier du projet.

«Le travail doit se faire en parallèle au Maroc et au Canada pour arriver le mois de Mai 2011 avec quelques projets ficelés déjà pré approuvés. Ainsi on peut espérer Incha Allah commencer à travailler sérieusement à partir du mois de juin 2011» Conclut-il.

Saad Bennis nous a fait parvenir ce courriel au début du mois de décembre. Depuis lors les organisateurs ont décidé de lancer un grand appel à projets (Voit page 10), projets qui seront confrontés aux besoins du Maroc et dont le montage se fera en partenariat avec les intervenants marocains.

A. El Fouladi.



Cancun: Derrière les bilans d'autosatisfaction, la menace pour les pauvres se précise

Après avoir chanté sur tous les tons qu'il ne fallait rien attendre de Cancun, les médias ont claironné ensuite que le sommet climatique est une réussite car les gouvernements se sont enfin décidés à agir pour que le réchauffement ne dépasse pas deux degrés, voire 1,5°Celsius par rapport à l'ère préindustrielle. Cet objectif théorique figure en effet dans les documents adoptés par le sommet... mais, en pratique, les plans climat élaborés par les différents pays impliquent une hausse de température de 3 à 4°C d'ici la fin du siècle !



Par Daniel Tanuro, Ingénieur Agronome

Or, Cancun n'a pris aucune décision pour combler ce gouffre entre les intentions et les actes. Les vraies décisions sont renvoyées au sommet de Durban, dans un an. D'ici là, le protocole de Kyoto et ses timides garanties sont plus que jamais au frigo, et les pays capitalistes développés se voient garantir toute une série de moyens pour échapper à des réductions drastiques de leurs émissions. Derrière les bilans d'autosatisfaction, la menace pour les pauvres se précise.

L'objectif d'une hausse maximale de 2°C figurait déjà dans le texte négocié à Copenhague entre les États-Unis et les grands pays « émergents », dont la Chine. Mais la précision « par rapport à la période préindustrielle » manquait. De plus et surtout ce soi-disant accord, concocté en coulisses, n'avait pas été ratifié par l'assemblée générale des Nations unies. La Bolivie, Cuba, le Venezuela, le Tuvalu et le Soudan s'y étaient opposés : 1°) pour protester contre la

procédure ; 2°) pour dénoncer le manque d'engagements des pays développés (clairement perceptible dans leur volonté d'utiliser la protection des forêts au Sud comme alternative à la réduction des émissions au Nord) ; 3°) pour exiger que le capitalisme assume réellement sa dette écologique vis-à-vis des pays pauvres (au lieu d'utiliser la crise climatique comme prétexte pour une politique néocoloniale d'appropriation des ressources naturelles). On va voir que ces motifs restaient pleinement valables dans le cadre du sommet de Cancun qui, pour l'essentiel, n'a fait que transformer le texte de Copenhague en accord onusien. Pourtant, le front du refus s'est délité. Cuba et le Venezuela sont rentrés dans le rang, seule la Bolivie a maintenu une attitude de principe... La présidence mexicaine l'a balayée en décrétant que la règle de l'unanimité ne donnait pas un droit de veto à un pays...

Un gouffre entre les intentions et les actes

En matière d'objectif général, Cancun va un peu plus loin que Copenhague. En effet, tout en se prononçant pour 2°C maximum, le texte adopté reconnaît la nécessité d'envisager rapidement « un durcissement de l'objectif global de long terme sur la base de la meilleure connaissance scientifique, y compris en relation à une hausse moyenne de la température globale de 1,5°C » [1]. C'est la première fois que l'ONU se prononce sur le « seuil de dangerosité » du réchauffement, et l'inquiétude croissante du GIEC trouve enfin un écho dans la communauté internationale (à l'initiative des petits États insulaires, cent pays se sont prononcés pour 1,5°C maximum). C'est important. Mais il y a un gouffre béant entre les belles intentions et les actes.

Suite à « l'accord » de Copenhague, et

conformément à celui-ci, quelque 140 nations ont élaboré un plan climat et l'ont transmis au secrétariat de la Convention cadre des nations unies sur les changements climatiques. Sur base de ces documents, et à condition que tous les pays tiennent parole, la température augmenterait de 3 à 4°C d'ici la fin du siècle – un écart presque aussi grand en moins d'un siècle que celui qui nous sépare de la dernière glaciation, il y a plus de 12.000 ans ! Un écart qui aurait à coup sûr des conséquences sociales et écologiques catastrophiques...

En 2209, la quantité globale de gaz à effet de serre rejetée annuellement dans l'atmosphère était un peu supérieure à 48 milliards de tonnes. Au rythme d'augmentation actuel, et en tenant compte de la récession, on projette 56 milliards de tonnes en 2020. Pour avoir une chance sur deux de ne pas dépasser 1,5 ou 2°C de hausse, les émissions devraient culminer au plus tard en 2015 puis diminuer et passer respectivement sous la barre des 40 ou des 44 milliards de tonnes avant 2020 – soit une réduction de 12 à 16 milliards de tonnes. Les plans climat des gouvernements ne représentent que 3 à 4,3 milliards de tonnes. Une diminution supplémentaire de 8 à 13 milliards de tonnes est donc indispensable [2]. Cet effort devrait être réalisé par les pays développés. 1°) Parce qu'ils sont les principaux responsables du réchauffement. 2°) Parce que – mais qui le sait ?! - les plans climat des pays en développement sont conformes aux chiffres du GIEC (une déviation de 15 à 30% par rapport au scénario de référence), tandis que ceux des pays développés ne correspondent même pas à la partie basse de la fourchette indiquée par les experts (20%, alors que le GIEC recommande une réduction nette de 25 à 40%). [3]

À suivre Page 13

Cancun: Derrière les bilans d'autosatisfaction, la menace pour les pauvres se précise

Suite de la Page 12

Trois tours de passe-passe

A ce stade du raisonnement, il est important de savoir que l'objectif de 8 à 13 milliards de tonnes de réduction des émissions doit être analysée en tenant compte du fait que le Protocole de Kyoto offre aux pays développés trois tours de passe-passe, permettant de remplacer des réductions réelles de leurs émissions par des réductions fictives :

- **Le premier tour** de passe-passe est le fait que la négociation du Protocole a donné lieu à une distribution extrêmement généreuse des droits d'émission. Certains pays de l'Est, notamment, ont reçu des droits calculés sur base de la quantité de gaz à effet de serre émise par l'URSS avant l'effondrement économique de ce pays. De ce fait, la Russie, l'Ukraine et le Belarus disposent aujourd'hui d'énormes quantités de droits non utilisés, et qui peuvent être vendus sur le marché du carbone. Globalement, les excédents correspondraient à 2 milliards de tonnes de gaz à effet de serre. Au terme de la première période d'engagement de Kyoto, en 2012, il faudra décider si ces excédents pourront encore être échangés, ou pas ;

- **Le deuxième tour** de passe-passe concerne les absorptions de carbone par les sols et les forêts. Selon Kyoto, les pays développés peuvent comptabiliser comme réductions d'émissions les augmentations d'absorption découlant d'un changement d'utilisation des sols, ou d'une augmentation de la superficie des forêts (à noter que les rejets de carbone résultant d'une moins bonne utilisation des sols ou d'une déforestation ne doivent par contre pas être comptabilisés comme émissions !). On estime que les pays riches disposent ainsi d'une réserve correspondant à 0,5 milliards de tonnes de gaz à effet de serre ;

- **Le troisième tour** de passe-passe est la possibilité pour les pays développés de compenser leurs émissions par des mesures censées réduire les rejets – ou accroître les absorptions - de gaz à effet de serre dans les pays du Sud ou en transition. C'est ce qu'on appelle les « mécanismes de projet », dont le plus connu et le plus important est le fameux

Mécanisme de Développement Propre (MDP). Le risque est d'une part que la compensation ne soit que théorique (certains spécialistes estiment que c'est le cas une fois sur deux, voire davantage, notamment en cas de compensation par des projets forestiers), d'autre part que des réductions soient comptabilisées deux fois (une fois par le pays développé, et une fois par le pays hôte du « mécanisme de projet »).

Plus d'ambition pour moins d'efforts

Selon l'étude de « Climate Action Tracker » citée plus haut, ces trois dispositifs permettraient aux pays développés d'atteindre les objectifs de leurs plans climat sans prendre aucune mesure supplémentaire d'ici 2020, donc sans réduire le moins du monde leurs émissions réelles. Dès lors, de deux choses l'une : soit les tours de passe-passe sont bannis, soit on considère que l'écart entre ce qui est nécessaire et ce qui est décidé n'est pas de 8 à 13 milliards de tonnes, mais de 10,5 à 15,5 milliards de tonnes, au moins, à combler par le Nord. Or, sur cette question cruciale, Cancun est plus qu'ambigu : d'un côté, le sommet « presse les pays développés d'augmenter leur ambition en matière de réduction des émissions » pour être dans la marge des 25 à 40% de réduction en 2020 mentionnée par le GIEC ; de l'autre, il leur suggère de procéder à cette augmentation en « prenant en compte les implications quantitatives des activités de foresterie et de changement d'affectation des sols, de l'échange des droits, des mécanismes de projet et du report des droits de la première sur la deuxième période d'engagement ». En clair : faites semblant de faire plus d'efforts, et faites-en moins en réalité !

Un quatrième tour de passe-passe est dans le pipe-line... qui permettrait de ne pas faire d'efforts du tout. Il consisterait à considérer que non seulement la plantation d'arbres mais aussi la simple protection des forêts existantes pourrait servir à compenser les émissions des pays développés.

Ici, il convient de faire la part des choses. Premièrement, il est révélateur – et choquant- que l'arrêt de la déforestation

(qui ne concerne que le Sud) soit, comme à Copenhague, l'unique mesure concrète mentionnée pour lutter contre les changements climatiques (provoqués surtout par le capitalisme au Nord).

Deuxièmement, s'il est exact que l'arrêt de la déforestation dans les pays du Sud permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 15% environ, peut-être davantage, il serait inacceptable que cela génère des crédits de carbone que les grandes entreprises du Nord pourraient acheter à bas prix afin de ne pas payer plus cher la réduction de leurs émissions. A la demande de la Bolivie, les documents adoptés à Cancun ne plaident pas pour cette solution... mais ils ne la rejettent pas non plus. Dans le contexte néolibéral actuel, n'est-il pas évident que cela équivaut presque à un feu vert ?... Puisque les plantations d'arbres donnent droit à crédits, pourquoi pas la protection des forêts ? Le programme REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Degradation) s'oriente clairement dans ce sens. Anticipant sa mise en œuvre, de nombreux projets privés de « protection forestière » - impliquant généralement l'expulsion des peuples indigènes- alimentent déjà un marché volontaire des crédits de carbone [4]. C'est dire que la plus grande méfiance est de rigueur lorsque Cancun milite pour « hausser le niveau d'ambition des mécanismes de marché, y compris l'utilisation des sols, les changements d'affectation des sols et les activités forestières » et « encourage toutes les parties à trouver des moyens effectifs de réduire la pression humaine sur les forêts »...

Kyoto au frigo, la BM aux finances

En même temps qu'il s'engage clairement en faveur des tours de passe-passe de Kyoto et de leur extension (la résolution demande que de nouveaux mécanismes de marché soient élaborés dans l'année qui vient), le sommet évite soigneusement de se prononcer sur l'avenir du protocole. Ici, les ambiguïtés des décisions prises sont portées à un niveau vraiment remarquable. C'est dans le document relatif à Kyoto que

À suivre Page 14

Cancun: Derrière les bilans d'autosatisfaction, la menace pour les pauvres se précise

Suite de la Page 13

figure la phrase qui « presse les pays développés d'augmenter leur ambition en matière de réduction des émissions ». Ce même texte stipule que l'année 1990 doit constituer la référence pour mesurer les efforts réalisés et exprime le souhait qu'il n'y ait pas de hiatus entre la première et la seconde période d'engagement. Les pays du Sud, qui exigent le maintien du protocole en tant que garantie d'un « leadership climatique » du Nord, semblent ainsi obtenir gain de cause. Pourtant, Cancun ne fait que donner son accord pour que le groupe de travail sur les engagements futurs des pays développés tâche de terminer ses travaux « le plus tôt possible ».

La résolution adoptée salue les « progrès accomplis » au sein de ce groupe... La formule laisse rêveur. D'abord parce que le Japon, le Canada et la Russie ont dit clairement non à toute prolongation de Kyoto, au motif que les pays développés ne représentent plus que 27% des émissions. Ensuite et surtout parce que les États-Unis, principaux responsables des changements climatiques, dont les émissions ont augmenté de 30% entre 1990 et 2005, n'ont adopté aucun objectif de réduction d'ici 2020... et ne le feront pas dans un avenir prévisible. Il est vrai que, les USA n'ayant pas ratifié Kyoto, cette formule sur les « progrès accomplis » ne les concerne donc pas... A cet égard, il est significatif que la petite Bolivie soit montrée du doigt quand elle ose défendre toute seule les intérêts des peuples indigènes, tandis que la superpuissance étasunienne n'essuie pas le moindre reproche pour sa politique climatique criminelle.

La presse a fait grand cas du « Fonds vert climatique » mis sur pied par le sommet afin d'aider les pays en développement à faire face aux conséquen-

ces du réchauffement. Ceci appelle quatre remarques principales : 1°) l'objectif de cent milliards de dollars par an à partir de 2020 figurait déjà dans « l'accord de Copenhague » ; 2°) Cancun n'a levé aucune des ambiguïtés de cette proposition, notamment en ce qui concerne l'origine des fonds (privés ou publics ?), leur nature (dons ou prêts ?) et la manière dont ils seront acheminés [5] ; 3°) la résolution se contente d'affirmer qu'une « partie significative de ce financement passera par le fonds vert climatique » ; 4°) le conseil exécutif du fonds ne sera composé qu'à 50% de représentants des pays en développement, et la Banque Mondiale est désignée comme administrateur... Fut-ce pour une période transitoire de trois ans, nul doute qu'elle s'emploiera à donner au fonds une orientation parfaitement conforme à sa politique néolibérale et néocoloniale d'appropriation capitaliste des ressources naturelles.

Un nouveau régime climatique

Les négociations climatiques vont maintenant reprendre dans le cadre multilatéral des Nations unies. Mais Cancun n'a guère fait plus qu'entériner l'accord conclu il y a un an entre les États-Unis et les grands pays émergents, avec le soutien de l'Union Européenne et du Japon. Tous les problèmes demeurent... Ils sont simplement repoussés vers les prochaines conférences des parties, en premier lieu la COP17, qui aura lieu à Durban en 2011.

Un non événement ? Non, car le cap est mis sur un nouveau régime climatique. Le système de Kyoto qui – c'était son aspect positif – attribuait aux pays développés des objectifs de réduction obligatoires, assortis de pénalités en cas de non-respect des engagements, est remplacé de facto par un mécanisme - purement libéral – d'engagements volontai-

res des grands pollueurs du Nord et du Sud, soumis à vérification internationale. L'acceptation par la Chine d'une procédure de contrôle « non intrusive, non punitive et respectant la souveraineté nationale » a rendu possible ce tournant. Par celui-ci, le couple sino étasunien qui domine la planète prend le contrôle des négociations climatiques, repoussant l'UE au rang de figurant. Dans la foulée, le concept clé de « responsabilité commune mais différenciée » tend à s'estomper, les pays pauvres sont encore plus marginalisés, et la pression de l'expertise scientifique sur les gouvernements est desserrée au profit d'une saine prise en compte des sacro-saints impératifs de rentabilité et de compétitivité des multinationales.

Seuls vainqueurs, « les marchés » voient s'ouvrir partout de juteuses perspectives. Voilà en quoi consiste le « succès » de Cancun... Pour les exploités et les opprimés du monde, ce sommet ne fait que renforcer l'urgente nécessité d'une mobilisation sociale contre la destruction du climat par le productivisme capitaliste et sa boulimie de combustibles fossiles. Puisse le terrible drame qui a frappé vingt millions de femmes et d'hommes au Pakistan, l'été dernier, motiver chacune et chacun à prendre la mesure des enjeux.

Notes:

- [1] *Les décisions sont en ligne sur le site de la Convention Cadre.*
- [2] *Climate Action Tracker, Cancun climate talks (...)*
- [3] *Frank Jotzo, Comparing the Copenhagen Emission reduction (...)*
- [4] *Le Monde du 11/12/2010, Les forêts tropicales futur Eldorado (...)*
- [5] *D. Tanuro, L'impossible Capitalisme vert.*

Consultez nos archives depuis juillet 2003 à ce jour sur notre site WEB:

www.maghreb-canada.ca

Courriel : info@maghreb-canada.ca

Algérie - Maroc : L'intégration économique pour sortir de l'impasse ?

“L'objectif d'une intégration économique et monétaire peut paraître ambitieux et pour certains anachronique eu égard à la situation géostratégique conflictuelle que connaît le Maghreb depuis plus de trente ans. A contrario les populations et les forces vives aspirent à l'Union(...)” Et Camille Sari de poursuivre: “Les dirigeants politiques qui prendraient l'initiative d'une telle construction inscriraient de leur empreinte l'Histoire de cette région avec un grand H” Pour cela, l'auteur suggère une approche par étapes tout en évitant de copier sur des pays qui ont une histoire, des cultures et des niveaux de développements différents.

1ère étape : la création du DINRHAM, convertible seulement au sein de l'UMA en sa qualité de monnaie commune coexistant avec les monnaies nationales. Durée 3 à 5 ans.

D'emblée il est indispensable de créer une union douanière. Le libre échange doit régner à l'intérieur des frontières de l'UMA. Les entreprises maghrébines ne payent pas de droits de douane. Cette création mettra à égalité tous ceux qui importent du reste du monde. Si des droits sont appliqués à l'importation, ils sont identiques quel que soit le port, l'aéroport, la route ou la gare ferroviaire d'arrivée.

Les marchandises peuvent être importées en vrac dans l'UMA et ensuite conditionnées séparément avant d'être distribuées à des clients installés dans différents Etats de l'Union. Chaque entrée de l'union peut servir indifféremment les autres pays. Cela permet de rationaliser les activités et d'appliquer des prix plus compétitifs.

Ensuite, il convient de créer une chambre de compensation qui doit comptabiliser les facturations en Dinrhams des exportations et des importations ainsi que les échanges de services, de façons bilatérale et multilatérale. Le déficit (ou l'excédent) des mouvements de capitaux intra maghrébin, intervient dans ce système de compensation. Le solde doit être réglé en fin d'année en devises ou reporté sur l'exercice suivant d'un commun accord sous forme de crédit. Les échanges de biens et de services ainsi que les entrées et sorties de capitaux se compensent au niveau des 5 pays de l'UMA. Un pays X serait tenté de cumuler les déficits de sa balance Dinrham de façon inconsiderée. Implicitement, il bénéficierait d'un crédit gratuit. Afin d'éviter ces abus, on peut imaginer une rémunération des reports négatifs sur l'exercice ou les exercices suivants.. Ce taux ne doit pas dépasser le taux moyen des 5 pays, en attendant la création d'une banque centrale maghrébine qui aura à

fixer un taux de refinancement. Dans la même veine et afin d'éviter une suraccumulation des dettes en Dinrham excessive, on peut imaginer que les pays déficitaires ne doivent pas dépasser un taux de progression de leurs échanges intra maghrébins, générateurs de mobilisations de Dinrhams, de plus de 3%. A contrario les pays qui sont excédentaires ou en équilibre du solde Dinrham n'ont aucune limitation quant à ces échanges.

Les déséquilibres des échanges de biens et de services peuvent être compensés au moins partiellement par la montée en puissance du tourisme intra maghrébin, facilité par l'utilisation du dinrham.

L'intégration maghrébine et la coopération retrouvée fera chuter de façon significative les budgets défense très dévissivoire.

Les dépenses militaires occupent la première place en termes de budgétisation dans les deux pays.

Ces ressources improductives, aliénant des milliards de dollars au dépens des générations actuelles et futures devraient être utilisées dans des projets de développement communs.

2ème étape : création d'une monnaie unique avec une période de transition de 5 à 10 ans.

Les monnaies nationales sont utilisées uniquement à l'intérieur de chaque pays. Seul le Dinrham est utilisé dans les échanges intra-maghrébins.

Il convient au préalable de parachever l'union douanière et d'instaurer le marché unique maghrébin en supprimant toutes les barrières et les contraintes administratives qui entravent les échanges.

Les faits marquants de cette période :

Quelles dotations en Dinrhams chacun des pays doit-il prétendre ? On part de sa masse monétaire durant les 3 dernières années précédant la création de la monnaie unique. Toute tentative de faire tourner la planche à billets serait considérée comme un acte déloyal et de toute

manière se traduira par une forte inflation car la plupart des produits sont non échangeables.

Le taux de progression de la masse monétaire dans chacun des pays suivra le même rythme qu'avant l'instauration de la monnaie unique.

Faut-il un pacte de stabilité à l'UMA ? La crise mondiale de 2008 a d'une certaine manière brisé des certitudes et des paradigmes. Le premier d'entre eux est le monétarisme qui a influencé les choix de la commission européenne et du conseil de l'Europe. De ce fait le pacte de stabilité européen et les critères de Maastricht ont mis l'accent sur le plafonnement de la dette publique, la stabilité des prix et du taux d'inflation, le nivellement par le bas des taux d'intérêt et le maintien des taux de change dans une fixité irrémédiable.

Le but est de faire converger les deux économies marocaine et algérienne, de telle manière à ce que les valeurs propres des monnaies de ces deux pays restent stables. S'agissant d'économies ouvertes et partiellement dépendantes, elles ne peuvent rester à l'écart des mouvements de fixation des prix internationaux. Il serait nécessaire que les échanges maroco-algériens se fassent selon des règles tendant à sauvegarder les intérêts communs.

Comment déterminer la valeur relative des deux monnaies maghrébines afin de fixer la valeur de cette monnaie commune qu'est le Dinrham? Dans un premier temps il convient de vérifier empiriquement les liens valeurs de la monnaie et les agrégats comme le salaire, le profit, les inputs, la productivité l'inflation...etc.

Le taux de change entre le dirham et le dinar qui doit fonder la valeur du dinrham (en prenant en compte les monnaies des trois autres pays de l'UMA) est égale à la valeur relative des monnaies marocaine et algérienne.

À suivre page 26

Algérie - Maroc : L'intégration économique pour sortir de l'impasse ?

Suite page 25

La principale préoccupation est de relier le taux de change aux variables réelles, notamment la valeur ajoutée et ses principales composantes salaire et profit. Les cas de l'Algérie et du Maroc accrédite davantage cette idée, car leurs marchés monétaire et financier ne sont pas très développés. Le Maroc et l'Algérie cherchent désespérément le chemin de la convertibilité. Pour ce faire et afin de ne pas subir les attaques spéculatives sur les marchés noirs, n'est-il pas plus prudent de fixer des taux de change qui soient crédibles aux yeux des marchés ? Le problème est le suivant : à quel niveau peut-on estimer un taux de change qui "correspond" aux réalités économiques ? Une telle politique de change doit veiller à ce qu'il n'y ait pas de transfert de valeur, ni de dévalorisation de la force de travail des pays

maghrébins, d'où la nécessité de comparer les différentes composantes du PIB et de la valeur ajoutée avec ses principales composantes, le salaire et le profit.

S'agissant d'économies en développement, les politiques de crédit jouent moins dans la circulation internationale des capitaux, donc la détermination des taux de change serait davantage structurelle et réelle que monétaire et financière.

Il y a néanmoins des déterminants puissants comme la balance commerciale, les transactions courantes, la balance des paiements, les réserves de change avec l'aspect spécifique propre à une monnaie non convertible, qui réduit toute marge de manœuvre. Il va de soi qu'on ne peut rester indifférent aux variables

monétaires et financières qui en dernier ressort sont influencées par les facteurs réels. Mais il existe bel et bien des relations réciproques. La finance et la banque peuvent exercer des effets certains sur l'industrie et plus généralement sur toute l'économie. La description des potentiels économiques du Maroc et de l'Algérie laisse transparaître les points faibles et les points forts qui guident les relations monétaires internes.

Par Camille Sari

Source: Note de synthèse promotionnelle du livre «L'Algérie et le Maroc: Quelles convergences économiques ?»

Dès sa création, l'UMA s'est assignée la libre circulation des personnes de Libye en Mauritanie. Prononçant le discours inaugural, lors de la 1ère session ordinaire du Conseil présidentiel à Tunis le 21 janvier 1990, le défunt Roi Hassan II précisa que " le but des chefs d'Etat est de faire du Maghreb un seul pays, doté d'un seul passeport, d'une seule carte d'identité, d'une seule monnaie. " Reprenant cette citation, le prince héritier Mohamed BEN EL HASSAN ALAOUI (1994), aussi bien dans sa thèse de doctorat que son ouvrage met à juste titre un lien entre l'intégration maghrébine et la coopération avec l'Union Européenne.

Le FMI, n'a de cesse d'appeler les pays de l'UMA à coordonner les réformes économiques, institutionnelles et juridiques au sein de la région en renforçant le secrétariat de l'Union du Maghreb Arabe et ses mécanismes de coopération régionale. La mise en place des institutions sera nécessaire afin d'atteindre des objectifs communs et de s'engager dans la réforme bancaire, la réforme fiscale et la libéralisation des mouvements de capitaux.

Selon le gouvernement tunisien, le coût du "non-Maghreb" représente un point de croissance économique en moins par an (1%). De ce point de vue l'union maghrébine aurait fait gagner aux cinq pays une valeur ajoutée annuelle de l'ordre de 10 milliards de dollars par an, soit l'équivalent de 5% de leurs produits intérieurs bruts cumulés (voire Jeune Afrique du 19 mai 2006).

La Banque Mondiale estime qu'une intégration maghrébine plus approfondie (qui prend en compte la libéralisation des services et la réforme de la réglementation de l'investissement) serait en mesure de croître le PIB réel par habitant entre 2005 et 2015 de respectivement 34%, 27% et 24% supplémentaires

pour l'Algérie, le Maroc et la Tunisie

Les économies maghrébines sont, chacune à leur manière, tournées vers l'exportation au détriment de leurs marchés intérieurs respectifs. Comme indiqué précédemment la politique algérienne est basée sur l'exportation d'un produit finissant à terme (les hydrocarbures) tandis que le Maroc a privilégié le tout à l'exportation et des transferts (des MRE et du tourisme) dont les montants dépendent de la conjoncture internationale. L'histoire économique des nations nous apprend que tout processus de développement s'enclenche à partir d'un marché national. Les grands groupes américains se sont développés grâce à un vaste marché-continent. Contrairement

à ce que pense 99% des économistes, la Chine a d'abord bâti son système économique en produisant pour ses populations avant d'envisager le développement à l'international. J'ai mené des missions économiques dans plusieurs provinces de ce pays

depuis 1992 et je peux témoigner des progrès accomplis en matière d'infrastructures, de constructions d'immeubles et de logements ainsi que d'une base industrielle et agroalimentaire. Les productions locales étaient de mauvaise qualité ; destinées pour l'essentiel au marché domestique. Les Chinois voyageaient très peu et ne pouvaient prospecter les marchés extérieurs. Ce sont les grands distributeurs internationaux (Carrefour, Wal-Mart..) qui envoyaient en Chine leurs responsables achat.

Camille Sari

Source: Note de synthèse promotionnelle du livre «L'Algérie et le Maroc: Quelles convergences économiques ?»

Les pays du Maghreb paieraient cher la non union...

“L’Algérie et le Maroc: Quelles convergences économiques ?”

Écrit par Camille SARI, Docteur es sciences économiques, qui a enseigné dans différentes Universités parisiennes dont Paris III-Sorbonne Nouvelle, Paris XII, Paris VIII et Paris XIII ainsi que dans des grandes écoles de commerce. En tant que conférencier international, il a enseigné en Algérie, en Côte d’Ivoire, au Mali, au Maroc et au Sénégal.

L’ouvrage du professeur Sari Camille interpelle aussi bien les académiciens, pour définir ensemble, une problématique de la stratégie d’intégration des pays de l’UMA et particulièrement les économies locomotives, que les décideurs publics sur les bénéfices d’une meilleure coordination économique dans un premier temps et d’une intégration progressive dans une seconde période.

Les soubassements théoriques actualisés d’un tel processus sont décrits succinctement mais avec brio par le professeur Sari qui a eu le mérite de clarifier l’ensemble des outils de l’appareil analytique nécessaire au management de l’intégration. Les expériences de nombreuses nations tels les ex-pays de l’est sont évoquées partout ou leur pertinence est avérée. Ainsi, le lecteur aura un référentiel aussi bien théorique que pratique sur les thèmes qui sont abordés pour enclencher le processus d’intégration. Les schémas et les modèles présentés sont superbement simplifiés ; ainsi, ils deviennent accessibles à un étudiant ayant abordé un cours d’introduction à l’économie monétaire ou à un praticien qui a eu œuvré pendant une certaine période dans les sphères de décisions.

Toutes les analyses sont présentées et détaillées. Elles ont deux objectifs. Le premier consiste à fournir au lecteur les outils nécessaires pour comprendre le processus d’intégration. Le second consiste à montrer les bénéfices que les différents pays peuvent tirer d’une meilleure coordination des politiques économiques et d’une intégration graduelle et irréversible. Les politiciens ne ratent aucune occasion pour affirmer leur volonté d’aller en ce sens, édifier en commun un ensemble économique fort, sur la base des intérêts mutuels, et occulter les divergences politiques qui minent le processus. Les peuples et surtout les élites tentent de réaliser quelques projets ensemble, au sein d’un contexte qui aide peu ces initiatives. Ils n’attendent que la mise en pratique de mécanismes d’incitation forts pour s’investir massivement dans une telle aventure. Hommes d’af-

aires, scientifiques, classe laborieuse et citoyens de tout bord réclament haut et fort la mise en place d’une stratégie de collaboration, à l’instar des pays européens et à un degré moindre les pays du Golfe, pour tirer profit des atouts dont dispose la région.

Il est vrai que nous pouvons noter le peu d’ouvrages et même de projets de recherches sur la question. Les intellectuels l’ont occulté non pas par désintérêt mais simplement parce qu’ils considèrent qu’elle fait peu partie de l’agenda politique des différents pays. Il est prématuré de tirer des conclusions sur les causes profondes d’une telle défaillance. Mais l’ouvrage de Mr Sari comble une partie de cet écart et fait partie des pionniers dans ce domaine. Il nous montre

“Cet ouvrage apporte un éclairage complet sur les structures économiques et financières algérienne et marocaine, dans la mesure où son approche est à la fois financière, économique et politique.”

Eliane Karsaklian, Directrice du Master Négociation Commerciale Internationale, Université de Paris3 – Sorbonne Nouvelle.

que combien même les cheminements de politiques économiques ont été différents en Algérie et au Maroc, il reste suffisamment de marge de manœuvre pour tirer profit des différences naturelles, technologiques et scientifiques.

Mais l’ouvrage est centré sur les questions monétaires : endettement, taux de change, inflation, productivité et le reste. L’auteur fait bien de décrire en profondeur ces thèmes car ce sont les instruments de régulation, les outils que doivent manipuler les pouvoirs publics pour aboutir à un système de coordination harmonieux. Pour le reste : investissements, projets concrets, collaboration scientifique etc. ce seront les acteurs du terrain qui auront à gérer le processus. Les hommes d’affaires, les scientifiques, les ONG, les syndicats et les simples citoyens des deux pays n’attendent qu’un signal fort de la part des



pouvoirs politiques pour commencer à construire le Maghreb de demain. Mais les états auront besoin de mettre en place un cadre macroéconomique pour orienter et juguler le processus. C’est dans ce contexte que l’ouvrage du professeur Sari prend toute sa signification. Il comble un énorme vide et serait grandement apprécié au fur et à mesure que l’on s’oriente vers la construction du Maghreb.

Nous pouvons aussi noter que cette investigation tire profit des leçons des réussites et des échecs d’autres ensembles comme l’union européenne. Nous avons grandement besoin de connaître les succès et les échecs des autres tentatives afin de mieux se préparer. L’expérience grecque est analysée en ce sens. Nous pouvons dire que cet ouvrage vient à point nommer pour conquérir un terrain vierge mais vital pour la survie des pays de la région dans un contexte d’économie mondialisée, sur financiarisée et au sein de laquelle il faut gérer aussi bien pour la croissance que les mauvais jours.

L’ouvrage ne peut pas être exhaustif sur toutes les questions. Mais il s’adresse à l’essentiel. Il ne manquera pas de susciter un énorme engouement aussi bien sur la question de l’intégration maghrébine que pour les modalités macroéconomiques. Tant mieux, nous avons déjà besoin de cette analyse depuis fort longtemps. Il reste juste à espérer que ce débat poussera les décideurs politiques à produire des décisions courageuses dans le sens d’une construction plus rapide et plus poussée du grand Maghreb.

*Préface de M. Abdelhak LAMIRI, Ph.D.
Professeur en sciences de gestion de
l’Université de Californie.*

Ce qui a été fait pour les communautés culturelles en 2010

Parmi ceux qui se sont donnés la peine de répondre à notre question, figure la Ville de Montréal qui nous a fait parvenir le bilan annuel suivant :

Les projets de développement communautaire

Dans le cadre d'ententes signées entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec (par l'entremise de trois ministères : ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF)), divers projets touchant les communautés immigrantes sont soutenus. Parmi ces projets, plusieurs rejoignent la communauté maghrébine.

Entente Ville-MICC

Le projet Si différentes, pourtant pareilles destiné aux femmes immigrantes, notamment aux femmes maghrébines et réalisé par l'organisme Concertation-femme (situé dans l'arrondissement d'Ahuntsic—Cartierville). Ce projet poursuit plusieurs objectifs dont briser l'isolement des femmes immigrantes, faciliter leur intégration sociale et les amener à participer pleinement à la vie collective de la société.

Le projet Espace interactif : reconnaissance et dialogue piloté par l'organisme Mouvement Fraternité Multiethnique. Ce projet vise, entre autres, à établir des passerelles entre les protagonistes du paysage social de St-Léonard et à réduire les lignes de fracture sociale en vue d'une meilleure participation citoyenne.

Entente Ville-MESS

Le projet Femmes et engagement du CARI St-Laurent dont 50% de la population rejointe est d'origine maghrébine. Ce projet vise, notamment, à prévenir l'isolement des femmes immigrantes, à faire connaître les ressources du quartier et les services publics, et à promouvoir la participation à la vie communautaire.

Entente Ville-MCCCF

Le projet Rencontre des cultures et des générations développé par l'organisme Afrique au féminin (situé à Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension) propose de sensibiliser et d'interpeller les femmes et les jeunes filles issues de l'immigration /communautés ethnoculturelles sur l'importance de comprendre et de promouvoir des rapports égalitaires entre femmes et hommes, en contexte d'immigration.

Le projet Les ambassadrices de Montréal-Nord vise à créer un lieu de rencontre hebdomadaire pour les jeunes femmes du secteur.

Le projet Mères d'ailleurs, filles d'ici (arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce) vise à accompagner les jeunes femmes issues de l'immigration âgées entre 18 et 25 ans, de même que leurs mères, vivant une dualité entre les valeurs de la société québécoise et les valeurs familiales traditionnelles afin que leurs aspirations puissent se réaliser

Le Festival du monde arabe

La Ville de Montréal soutient financièrement depuis ses débuts, il y a maintenant onze ans, le Festival du monde arabe. Cette année encore, la Ville a réitéré son soutien au dévelop-

pement et au rayonnement de ce festival qui représente l'un des plus importants festivals en Amérique du Nord dédié à la promotion de la culture arabe.

Le Petit Maghreb

Dans la foulée de la reconnaissance par la Ville de Montréal du Petit Maghreb, cette artère commerciale située rue Jean-Talon, entre les boulevards Saint-Michel et Pie IX a pu se prévaloir du Programme Réussir@Montréal-Commerce. En 2010, la Ville de Montréal a fait la promotion de ce programme auprès des commerçants. Le PRAM-Commerce est un programme de revitalisation des secteurs et des artères commerciales qui vise l'amélioration de la qualité des milieux de vie et la croissance économique. L'arrondissement de Villeray—Saint-Michel—Parc-Extension a accordé un soutien logistique à l'édition 2010 du Souk du Petit Maghreb, une foire commerciale qui permet aux commerçants de mettre en valeur leurs produits.

Les stages

La Ville accueille, à travers différents programmes, et ce tout au long de l'année des stagiaires issus des communautés culturelles, dont certains sont originaires des pays du Maghreb.

« Conflit de générations »

"Dis Papa ?"

"Quoi mon fils ?" dit le Père ,

"Et bé c'est quoi ce chapeau bizarre que l'on a sur la tête ?"

"C'est un Tarbouch , qui dans le désert ça protège ta tête du soleil," dit le Père ,

"C'est bien" dit le fils, "dit Papa ?"

"Quoi mon fils ?"

"Et bé c'est quoi cette sorte de robe que l'on porte ?"

"C'est la djellaba, que c'est dans le désert y fait fort chaud et c'est pour protéger ton corps," dit le Père

"C'est bien" dit le fils, "dit Papa ?"

"Quoi mon fils ?"

"C'est quoi ces chaussures un p'tit peu bizarres que l'on porte aux pieds ?"

"Ah ça , c'est des babouches mon fils: C'est pour quand tu vas dans le désert pour pas brûler tes pieds"

"C'est bien" dit le fils, "une dernière question Papa ?"

"Quoi encore mon fils ?"

"Pourquoi on habite alors à Montréal ?"

Les points saillants de l'Actualité marocaine de 2010

Pour plusieurs observateurs, 2010 est une annus horribilis pour le Maroc. Pourtant, les Marocains ont réussi de belles choses cette année ! Et si on retenait de cette fin de décennie aussi la moitié du verre plein ?



*Par Salaheddine Lemaizi,
journaliste (Maroc)*

Politique. Ça bouge un peu...

De l'affaire Ould Selma, au démantèlement du camp d'Igdem Izik, en passant par les réactions de l'opinion publique européenne ou les rounds de négociations avec le Polisario, le Sahara est une

actualité brûlante.

Économie. Le Maroc ne connaît pas de crise !

C'est ce qu'on retient des différents indicateurs de l'économie nationale pour 2010. Malgré le fléchissement de la demande externe, dû à la crise européenne, le pays tient le coup grâce à une consommation des ménages qui ne fléchit pas. La croissance du PIB est estimée à 4% (5,3 en 2009).

En hausse de 73,5%, les exportations de phosphates sauvent une balance commerciale (déficitaire de 90 milliards de DH) alourdie par une facture pétrolière et par la faiblesse de la valeur des exportations. Reste que les secteurs sinistrés comme le textile reprennent de la vigueur.

Le rythme élevé du développement des infrastructures continue, de 40 Km de production d'autoroutes en 2000, le pays est passé à 160 km/an à la fin de la décennie. Le Maroc compte 1096 Km d'autoroutes dont la stratégique autoroute Marrakech-Agadir.

Quatre nouveaux barrages ont vu le jour: À Settat, Chichaoua, Khénifra et Errachidia et le port Tanger-med Passa-

ger est entré en service l'été 2010.

Financièrement, le Maroc est en forme, en témoigne l'emprunt de 1 milliard d'euros levé sur le marché financier international. Une dette pour financer le déficit qui se creuse... Cet emprunt fait planer le risque d'endettement en cas de renversement des indicateurs économiques.

L'année prochaine, la nouvelle stratégie touristique (Vision 2020) devrait se mettre en place et les plans sectoriels (Émergence 2, Maroc Vert, Halieutis, Rawaj...) sont amenés à plus de coordination.

Social. En attente de résultats.

Le Fond d'entraide familial (FEF) est le cadeau de fin d'année pour les femmes marocaines. Cette caisse prévue par le Code de la famille a enfin vu le jour. Le FEF prévoit le soutien des femmes en procédure de divorces, dont le mari rechigne à payer la pension alimentaire.

L'année 2010 a permis d'auditer les 20.000 projets de l'INDH (Initiative nationale de développement humain), qui ont coûté 11 milliards de DH. Ce travail a permis de connaître l'impact de l'Initiative sur les populations ciblées et combler les lacunes, spécialement la faiblesse des Activités génératrices de revenus (AGR), essence même de l'INDH.

Malgré le budget important consacré à la subvention de certains produits de consommation de base, la vie continue d'être de plus en plus chère au Maroc. La spéculation immobilière ravive les loyers comme le prix du m² dans toutes les villes marocaines.

Côté secteurs sociaux, et malgré l'investissement public, la santé et l'éducation continuent de connaître de nombreuses difficultés. Pour 2011, les responsables de ces secteurs auront l'obligation du résultat.

Culture. Fiesta sans Movidia.

Le Maroc est désormais le Royaume des

Suite Page: 21

Les points saillants de l'Actualité marocaine de 2010

Suite de la Page 20

festivals. Le FIM, Mawazine, Gnawa à Essaouira, Timitar, Casa Music, Alegria, Tanjazz... (et la liste est longue) font la vie culturelle au Maroc. Des artistes de renommée internationale, des spectacles grandioses et un rayonnement à l'international inespéré pour un petit pays comme le notre. Les bienfaits des festivals s'arrêtent là: La culture ne peut se réduire à de l'événementiel, aussi prestigieux soit-il. Que gagne la culture marocaine de ces événements ? Que gagnent les acteurs culturels locaux ? En attendant des réponses à ces questions, il est important de savoir que le nombre de livres édités annuellement ne dépasse guère les 1500, la production cinématographique, par année, atteint à peine 15 longs métrages, «Le Clandestin» de Saïd Naciri est à la tête du box-office en 2010 avec 110 000 entrées. Peu... Très peu !

Bienvenue au Sport business

L'année 2010 devait être celle de l'organisation de la coupe du monde de football. Finalement le Maroc n'a pas participé au Mondial africain, ni même à la CAN 2010 ! L'Équipe nationale (EN) des locaux est disqualifiée lors des éliminatoires de la CHAN 2011 par la bête noire du Maroc: La Tunisie... Même chose pour l'EN junior.

Hormis quelques exploits en cyclisme (champion d'Afrique), en natation (Sara Bekri, double championne d'Afrique) et Handisport (39 médailles lors des jeux Panarabes), l'année du Rêve est un vrai cauchemar.

Arrivé à ce point, il fallait commencer à zéro. C'est ce qui se produit depuis l'arrivée de Moncef Belkhatat à la tête du Ministère de la Jeunesse et du Sport (MJS). Motivé par une hausse de son budget, l'homme remet tout en question: Quatre nouvelles lois organisant le sport, le marché des transferts des joueurs de foot, le statut du sportif et la lutte contre le hooliganisme sont votées.

Le MJS signe des contrats programmes avec toutes les fédérations, deux nouveaux stades sont prêts à Marrakech et à Tanger, la SONARGES est créée pour gérer les infrastructures du MJS. Une réforme est en marche et le Maroc fait son entrée dans l'ère du sport business

de plein pied. Pour doper ses efforts, le Maroc renoue avec les victoires, en battant la Tanzanie chez eux et le FUS remporte la coupe de la CAF contre le club Sfaxien de Tunisie. De bons augures pour l'année 2011.

Le personnage de l'année : Facebook

Facebook continue de faire des émules au Maroc: 2 millions de marocains détiennent au moins un compte chez Mark Zuckerberg (co-fondateur du réseau social). Le royaume arrive troisième en Afrique après l'Égypte (4 millions) et l'Afrique du Sud (3,2). Il devance la Tunisie (1.7) et l'Algérie (1,1). Les Marocains se livrent comme ils ne l'ont jamais fait auparavant. Photos, vidéos, commentaires, *les Marocains sont nus dans le royaume de la transparence*. Facebook est devenu l'outil de prédilection pour s'informer, militer et s'amuser. Et ce n'est pas prêt de se terminer au grand dam des employeurs et des parents.

Ils nous ont quittés en 2010

- ◆ Abdelaziz Meziane Belfkih (conseiller de SM le Roi Mohammed VI).;

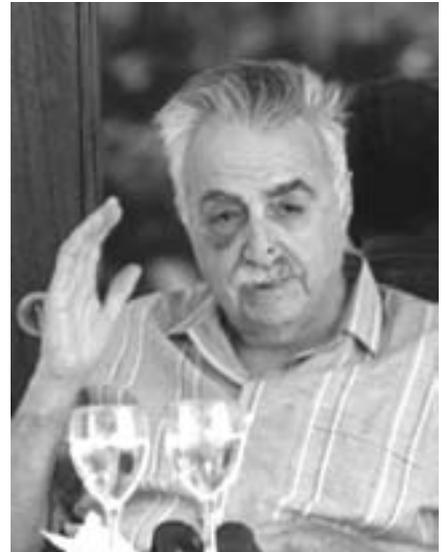


- ◆ **L'ingénieur en chef. Abderrahmane Sbai** (ministre délégué chargé de l'administration de la défense nationale depuis 1997). Le civil au



service de l'armée;

- ◆ **Abraham Serfaty** (Fondateur de l'organisation marxiste-léniniste Ila al-Amam). Un Marocain tal'mout ;



- ◆ Mahjoub Ben Seddik (fondateur et SG de l'UMT de 1955 à 2010). L'éternel zaim (leader) ;
- ◆ Bouazza Iken (politicien, SG de l'Union démocratique). L'amghar (chef en amazigh) de Zemmour ;
- ◆ Edmond Amran El Maleh (écrivain). Une pensée poétique.;
- ◆ Abdellah Blinda (coach de football). L'intello ;

Art culinaire sépharade: La *Dafina*



Par Dr David Bensoussan

La Belle et vaste place du Chayla faisait partie du trajet des promeneurs endimanchés ou plutôt chabatisés : Tous les samedis à partir de cinq heures, toute la ville juive faisait le va et vient dans la place du Chayla, dans la Kasba et à la Médina. Il y avait un employé de pharmacie du nom de Djacob (Jacob, mais il ne le savait pas, Angleterre oblige) qui s'amusait à interpeller les passants « ya tajjer ! » pour voir lequel d'entre eux réagirait à l'appel. Le tajjer est un riche commerçant et un notable. Et tout le monde de se retourner ! La place du Chayla était ensoleillée et belle. Mais dans le subconscient de tout un chacun sommeillait son attrait véritable et ultime. C'était un lieu sans devanture recherchée, dissimulé au sein d'une minuscule ruelle en plein centre, tout près du Café de France. Ce lieu favori entre tous qui meublait les arrière-pensées des conversations obséquieuses des Mogadoriens de la Kasba était Derb el Ferrane, ou rue du Four mais dont le vrai nom était Derb Elhebs (la rue de la Prison) car l'édifice de la prison de la ville - qui hébergeait autrefois l'administration douanière et qui finit par devenir un local des scouts israélites - s'y trouvait plus loin sur la gauche. C'est dans cette minuscule ruelle que se trouvait le four dans lequel on plaçait à cuire dès vendredi le plat du Sabbat : la shkhina (la chaude) ou dafina. C'est un plat riche et mijoté la nuit durant et duquel on reprenait possession le samedi pour le repas du midi. C'était un faitout composé de pois chiches, de blé, de riz, de farce, de pommes de terre régulières et douces, de viande de jarret ou de poulet, d'œufs durs, le tout baignant dans une sauce riche et grasse à souhait et dégageant un arôme irrésistible. Il ne se passe pas un jour de la semaine

sans avoir présent à l'esprit : La prochaine shkhina sera-t-elle réussie? Vraiment meilleure que samedi passé ? C'était là toute une angoisse pour les Juifs de Mogador !

Sera-t-elle huileuse, trop riche, trop grasse ou arrosée à souhait ? Sera-t-elle calcinée de façon à ce que ses pois chiches fondant dans la bouche puissent également avoir la toute petite dose de brûlé qu'il faut pour être fondants certes mais pas tout à fait ? Le riz sera-t-il partiellement liquide, pâteux ou tout simplement collé au fond de la marmite pour convenir à tous les goûts ? La farce sera-t-elle douce au palais mais peut-être pas trop ? Les patates douces seraient-elles dures et molles tout à la fois ? La viande serait-elle filandreuse ? Il n'y a pas deux shkhina qui se ressemblent. Les épices choisies, le dosage des liquides et l'amour apporté durant la préparation peuvent en faire une gamme de textures et de goûts aussi variés que les arguments qui fusent en matière de description du temps de Mogador ! Mais la réussite de la shkhina dépendait de sa position stratégique au sein du four, position garante d'une cuisson de toute beauté.

Vous pensez sûrement que mouferrâne (le proprio du four) et sa guilde sont les personnalités les plus importantes de Mo-

gador ? Vous vous trompez. C'est que la shkhina sortie du four doit arriver à bon port. Le commis porte sur sa tête une planche de la dimension d'une porte sur laquelle il place les shkhinas à livrer. Où est donc la difficulté diriez-vous ? C'est que, pour qu'une shkhina soit réussie, il faut qu'elle soit toute chaude et fumante. Aussi est-il important de la recevoir parmi les premiers. Pour cela, on courtise le commis avec des compliments et des gâteries qui feront que la semaine suivante il voudra s'en venir plus vite là même où il aura reçu un accueil mémorable. Cette stratégie s'avérait être parfois à double tranchant. Car le zèle que l'on mettait à soudoyer le commis amenait certains à l'inviter à trinquer, et des fois à trinquer encore et encore. Ceci faisait que notre commis se promenait en titubant tout en portant sur la tête une porte qui faisait des pirouettes telle une toupie en perte de précession, ne laissant qu'au miracle le soin de ne pas faire tomber la cargaison de marmites de shkhina et ne laissant qu'au hasard la chance qu'une marmite puisse retrouver son propriétaire. En effet, les effluves de l'alcool ainsi ingéré compromettaient sérieusement le sens de l'orientation du commis !

Espace Féminin Arabe du Québec

**VOUS OFFRE UNE FORMATION GRATUITE
EN DÉMARRAGE D'ENTREPRISE !
VOUS AVEZ UNE IDÉE D'AFFAIRES ?**

Vous ne savez pas par où commencer, pour démarrer votre projet d'affaire, ni comment vous y prendre ?

Nous offrons une formation gratuite sur mesure pour les femmes originaires du Moyen orient et du grand Maghreb, pour vous aider à démarrer votre projet.

Si cette formation vous intéresse, prenez rendez-vous au plus vite en appelant au : 514-787-0068

Service très personnalisé : Seulement 10 places de disponible pour la session de janvier 2011, faites vite !

Espace féminin arabe du Québec (EFAQ),

828, Décarie, bureau 202,

Montréal (Québec) H4L 3L9

Courriel : entreprenariat@efemmarabes.com

7ième Art

Le film "Aller simple" de Mustapha Touil rejoint la thématique de la migration et la contrainte d'immigrer pour se réaliser ailleurs et se libérer du joug de la répression.



Mustapha . Touil;

On se reconnaît d'emblée dans ce tour d'horizon où le réalisateur nous imprègne dans le climat de la situation déplorable des diplômés marocains, résistants de la première heure, et qui revendiquent le droit au travail et à la dignité. Fouad, le héros du film, chômeur de par sa situation, perd espoir en la société qui l'abrite et sent son destin lui échapper. Il nous entraîne dans un cycle d'émotions palpables à travers une mise en scène qui

nous interpelle par la diversité ambiante des plans, le paradoxe des personnages, le décor où se déroulent les scènes, etc. La perspective d'améliorer son destin propulse le héros dans un courage mythique, celui d'un "Ulysse clandestin", déterminé à braver les tempêtes mais qui paie au prix de sa vie ce grand rêve d'atteindre l'autre rive. La fin nous interpelle sciemment par le rite du nettoyage du corps du défunt, symbolisant l'obligation de ce rite dans le monde musulman, et mettant aussi l'accent sur la sacralité du corps dans la culture orientale.

Ce film nous transmet la vision réaliste et fatale d'un réalisateur qui dénonce, sans ambages, l'injustice sociale en incarnant le désir de milliers de personnes dans le monde qui rêvent par tous les moyens d'atteindre "l'autre bord" pour une vie meilleure. C'est un film qui nous révèle aussi un réalisateur polyvalent, et qui promet beaucoup.

"Aller simple" a remporté le prix du meilleur scénario au 5e Festival International de film court et du documentaire de Casablanca en 2010. Il a été

présenté à différents festivals nationaux et internationaux à Montréal, Tanger, Kénitra, Cannes, Casablanca et Agadir.

Par : Kamal Benkirane
e.passerelle@gmail.com

FICHE TECHNIQUE

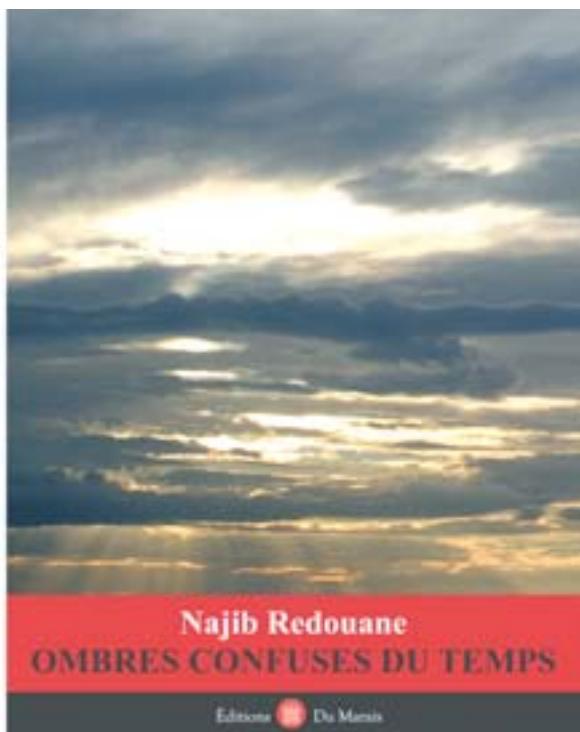
- * Catégorie: Film indépendant, court métrage de fiction
- * Année et lieu de production : 2009, Canada;
- * Durée : 20 minutes;
- * Production : Mustapha Touil & Ève Préfontaine;
- * Réalisation : Mustapha Touil;
- * Scénario : Mustapha Touil & Ève Préfontaine;
- * Musique originale : Eric Bédard;
- * Distribution : Karima Khatouri, Mustapha Touil, Aziz Fellah, Abdenaceur Boukni, Zahra Ghaicha, Zakia Kelyati.

Vient de paraître...

Dans *Ombres confuses du temps*, les poèmes vibrent au rythme d'une ville sans cesse à travers l'éclatement des saisons. Najib Redouane recourt à ses souvenirs formels qu'il formule dans ses effondrements intimes et sa réclusion solitaire. Son recueil est un chant obscur et souterrain qui révèle que, malgré tout, l'éclat de la voix débute trouve sa force expressive pour présenter une vision singulière de l'angoisse de la déception et de l'angoisse, ponctuelle de quelques traces rouge sang de trahison, d'apostasie et d'abus de pouvoir. Cette tranche de vie se bouscule dans la mémoire du poète qui pense ses Messaouds et inscrit le drame de l'exil.



Essayiste, professeur et poète Najib Redouane est auteur de plusieurs ouvrages critiques dans le domaine des littératures francophones du Maghreb. Citadain d'origine marocaine, il vit depuis 1999 aux États-Unis, où il enseigne les littératures de la francophonie du Sud. Il est fondateur et directeur de la revue internationale, « Le Maghreb littéraire » (Revue canadienne des littératures maghrébines). « Ombres confuses du temps » est son sixième recueil de poésie.



Altérité et cohabitation culturelle: De quelques réflexions sur cet Autre-Moi

Face à la globalisation, la cohabitation culturelle est devenue un enjeu mondial qui suscite beaucoup d'intérêts.



Par Mostafa Benfares

mostafama_2001@yahoo.fr

Cest une préoccupation d'une brûlante actualité. Pour cohabiter pacifiquement, il faut commencer d'abord par appréhender l'altérité et la comprendre dans ses différentes acceptions : culturelles, philosophique, religieuse, linguistique, etc.

Cohabitation culturelle et globalisation

De nos jours, le monde se globalise de plus en plus et le changement en tant que réalité quotidienne devient omniprésent. Il faut s'adapter ou disparaître. Cette expression fort critiquée, qu'on croyait toucher seulement les structures organisationnelles, concerne aussi et plus que jamais les individus aussi, surtout les immigrés, leur intégration et leur épanouissement personnel au sein du pays d'accueil. Lesdits immigrés se trouvent obligés de s'adapter aux différents aléas et données relatifs à cette nouvelle conjoncture socio-économique.

L'enjeu est de taille et exige de la part de ces immigrés une forte dose de courage et de patience. Que ce soit pour les recruteurs, les décideurs ou les chasseurs de têtes, les deux indispensables critères de sélection d'un candidat est d'être d'abord et avant tout bilingue

et surtout faire preuve d'une grande flexibilité aux réalités changeantes. Autrement dit, le candidat doit être plus ouvert, compétent et polyvalent. Mais qu'en est-il de cette ouverture à l'ère du multiculturalisme ? Que dire de l'arrogance des uns à l'égard de la culture et la religion des autres ? Nous touchons ici à un point culminant, c'est celui de la cohabitation culturelle, de l'(a) (in) différence et de l'acceptation de l'Autre. L'Autre en tant que différent et non pas en tant que même, qui a sa propre personnalité et doté de marqueurs identitaires spécifiques.

Un enjeu mondial : Entre stéréotypie et débat politique

De part son importance, et voire le débat qu'elle a suscité ces derniers temps, la cohabitation culturelle cesse d'être seulement l'objet des discussions parfois stériles et infructueuses pour devenir un enjeu mondial, un véritable sujet de débat politique.

Avec l'avènement de la mondialisation, les réflexions sur ce problème ont bifurqué vers d'autres orientations en suscitant plus d'interrogations, donc d'autres préoccupations, dont la majorité des pays sont amenés à y pencher profondément en vue d'assurer un climat de cohabitation culturelle favorable, fondé sur la collaboration mutuelle, la compréhension et le respect des libertés individuelles et collectives. Car la mondialisation, au lieu de faire disparaître les particularismes, suscite au contraire des revendications identitaires posant directement la question de la cohabitation culturelle.

Personne ne semble prêt à renoncer à ce qui lui est le plus cher dans ce monde : le sentiment non-négociable d'appartenance, d'être lui-même, c'est-à-dire son identité. Pour assurer ce climat de quiétude, loin des tensions inutiles, des préjugés stériles et des sensibilités malades, il faut apprendre à gérer l'altérité et non pas seulement d'en parler. Altérité comprise ici comme le fait -rappelons-le- d'accepter l'Autre comme il est, avec toutes ses différences sinon, il y a, et il y aura toujours le risque de l'enfermer dans une

image stéréotypée : " Le stéréotype est de longue durée et offre une grande résistance aux changements. Il est indépendant de l'expérience. Son essence est la duplication, la répétition, la copie" (1) Prenons comme exemple, au passage, l'image de l'arabe en général, jugé et décrit le plus souvent comme personne paresseuse et représenté comme affublé d'un gros nez épaté, cheveux bouclés et noirs, grosso modo, un paquet de nerfs insupportable, invivable et cruel. La liste de préjugés n'est jamais close et on peut multiplier les exemples à dessein.

Ce qu'il faut retenir, d'après ce bref rappel, c'est que les temps ont beaucoup changé et révolu. Et ce genre de préjugés réducteurs n'ont plus de place aujourd'hui sinon ne serait qu'une sorte d'aberration issue de certaines mentalités rigides et résistantes au changement. Car la xénophobie, comme semble dire Hérodote, est une maladie incurable des gens qui ont peur, qui sont épouvantés à l'idée de devoir se mirer dans la culture des autres. Et pour qu'un véritable dialogue puisse avoir lieu, politiquement parlant, il faut que l'échange soit basé sur le désintéressement et la bienveillance réciproque dominée par la volonté de chercher ensemble la vérité que l'on ne connaît pas d'avance.

Tout enjeu de pouvoir doit en être exclu et l'égalité de partenaires garantie" (2) Alors pour pouvoir vivre pacifiquement, au pluriel, il faut commencer par appréhender l'altérité et la comprendre comme étant un système intégré regroupant plusieurs paramètres comme la langue, la religion, la culture et autres.

L'Autre à travers ses avatars

Si on essaie de retracer les origines du conflit, de la dualité changeante et insaisissable que renferme cette notion de l'altérité (Autre qui peut être à la fois ennemi et partenaire) on constate que ce phénomène est né à la suite des conquêtes des Européens, qui voulaient découvrir le reste de la planète et ses

À suivre page 25

Altérité et cohabitation culturelle: De quelques réflexions sur cet Autre-Moi

Suite Page 24

ressources demeurées jusqu'à un certain temps inexplorées et mystérieuses. L'une des raisons qui caractérisaient ces Blancs était certes la soif d'or et d'esclaves.

La découverte d'un nouvel être humain, qui n'est ni blanc ni européen, était une grande surprise. Et les préjugés, dès le premier contact, ne vont plus s'attarder : un sauvage nu, cannibale et païen, que l'homme blanc et chrétien a le pouvoir d'humilier et d'écraser comme bon lui semble. Cette image négative, complètement fautive et humiliante va rester collée au dos de ce barbare jusqu'au siècle des Lumières, de l'humanisme, de la découverte révolutionnaire que le non-blanc, le non-chrétien et le sauvage devient également un homme, qui mérite respect, attention et (re) considération. Le chemin, combien difficile, menant à cette prise de conscience collective a vu la lumière grâce à la littérature, notamment les œuvres de Voltaire, J.J.Rousseau, Montesquieu, Daniel Defoe, Goethe, Herder, Jonathan Swift et autres. De plus en plus, la peur de l'Autre cède la place à la curiosité, au désir de le connaître, voir comment il pense, comment il réagit face aux différentes situations et mystères de l'univers.

Cette nouvelle vision profondément humaniste va s'accompagner d'un essor sans précédent du reportage et d'une littérature de voyage combien prometteuse comme celle de l'Abbé Prévost et la monumentale Histoire générale des voyages. Des métamorphoses radicales se font sentir. Leurs objectifs principaux étaient de dissiper les préjugés infondés et instaurer un climat de confiance mutuelle. C'est le siècle de l'humanisme et du sentimentalisme. La pensée européenne est nettement améliorée. Elle amorce le passage de l'image du barbare sordide à une créature dotée de traits d'attributs humains et faisant aussi la partie intégrante de la famille humaine : " Pour la première fois, la figure de l'Autre comme entité, unique et irremplaçable, est dessinée avec expressivité et humanisme. Un pas immense est franchi, qui permet de passer de la

représentation stéréotypée du sauvage irresponsable à la figure individualisée d'un représentant d'une autre culture ou d'une autre race. " (3)

Des concepts tels que "Ordre mondial" ou "Citoyen du monde " apparaissent et pour la première fois. Le mot " Sauvage" continue d'exister , d'être employé, mais accompagné de l'adjectif "bon" , " Le bon sauvage". On ne parle plus de " Colonialisme" mais plutôt de " Mission civilisatrice". Un autre pas capital est franchi par Bronislaw Malinowski (1884-1942) anthropologue et sociologue polonais ; pour qui la recherche sur le terrain devient une condition de la connaissance des Autres.

Il ne suffit pas d'aller chez eux, mais aussi de vivre parmi eux et avec eux. Quant à Emmanuel Lévinas (1906-1995), philosophe français, il va plus loin dans ses propos et c'est ici où réside vraiment l'originalité de sa conception d'abord et la quintessence de sa réflexion par la suite : " non seulement je dois aller à la rencontre de l'Autre, l'accepter, mais je dois la prendre sous ma responsabilité " (4) Pour ce philosophe, le visage de l'Autre est considéré comme un livre dans lequel est écrit le bien : " En dehors de moi, il existe un Autre, que je risque de négliger dans l'indifférence, la froideur, l'impossibilité, sans émotions ni âme. " (5)

Pour une altérité sans frontières : altérité, égalité, fraternité

En fait, c'est cette réflexion de Lévinas qui nous intéresse le plus dans la mesure où elle aborde le thème tant discuté de la différence. Et c'est cette altérité à nouvelles frontières qui constitue une richesse et une valeur. Car elle est le bien dont parle ce penseur. De plus, cette différence n'efface pas notre identification à l'Autre. Autrement dit, "Je suis quelqu'un d'Autre" Lévinas voit aussi que l'Autre est notre maître. Il se trouve plus près de Dieu que nous et que notre relation avec lui doit être un mouvement en direction du bien toujours. Voudrait-il insinuer que l'Autre demeure le reflet inconscient, le miroir invisible de notre Moi ?

À travers ses écrits, Lévinas cherche

constamment le chemin vers l'Autre. Il veut nous arracher des entraves de l'égoïsme, de l'indifférence, nous avertir aussi contre la séparation, l'isolement, la solitude, etc. Car pour lui, le Moi n'est pas une unité isolée. L'Autre entre aussi dans la composition de ce Moi en créant une nouvelle entité, compatible et homogène. L'hostilité, l'indifférence, la peur injustifiée et la discrimination gratuite peuvent disparaître le jour où chacun de nous découvre en soi cette parcelle vibrante, cette lueur étincelante de l'Autre miroiter au fond de soi-même, quand il arrive à y croire et à vivre dans cette conviction, sans hypocrisie ni idéologie trompeuse. Ainsi, pouvons-nous espérer d'un monde meilleur, un monde où règnent entente, entraide et fraternité des esprits.

Conclusion

J'attends. Finalement. Ce qu'il convient de préciser davantage dans cette optique, c'est que le dialogue avec les Autres n'a jamais été et ne sera jamais facile. Actuellement, tout prend une ampleur démesurée, parfois difficilement gérable et complexe. De nombreuses autres forces et tensions agissent pour rendre ce dialogue, sensé être ouvert et transparent, plus problématique. Chose est sûre, c'est que le couple mondialisation et humanisme ne font pas toujours bon ménage. Et parler parfois même de ces valeurs humanistes peut paraître pour certains caméléons ou sacrés farceurs un discours vide du sens, inexistant, qui n'a plus de place, plutôt aucune valeur dans la Bourse mondiale des idéologies.

NOTES:

- (1).Collectif, La cohabitation culturelle, Les Essentiels d'Hermès, Paris, 2009, p.47.
- (2).Ibid., p.9.
- (3).Ryszard Kapuscinski, Cet Autre, Plon, 2009, p.28.
- (4). Ibid., p.39.
- (5).Ibid.

Associations en Action

Dans le cadre de son projet annuel de soutien à la rentrée scolaire des enfants démunis du Maroc, l'Association Solidarité Canada Maroc (ASCM) a complété son Opération sacs d'école pour l'année scolaire 2010-2011. En effet plus de 406 sacs écoles et trousse ont été distribués.

Comme chaque année, nous avons fait appel à la générosité de la communauté marocaine installée au Canada, nos amis québécois et canadiens afin d'offrir de jeunes enfants la possibilité de débiter leur rentrée scolaire avec l'équipement nécessaire, à savoir un cartable et des fournitures scolaires.

Fidèles au rendez-vous, les membres de l'ASCM et de la communauté québécoise et canadienne ont répondu généreusement à notre appel

L'école Med El Fassi qui a bénéficié de cette opération regroupe des élèves qui proviennent essentiellement des douars de la commune : Douar Haj Abbas ; Douar Bninou ; Douar Dahak ; Douar Al Rachaiche ; Douar Bahara ; Douar Saniat al Morakib ; Douar Razoua.

Cette année, en plus d'encourager le parrainage d'un enfant à travers un don de 30\$, de généreux donateurs nous ont permis d'élargir la distribution à trois régions du Maroc.

Les organismes qui ont bénéficié de ces opérations sont: l'association des parents d'élèves de l'école Med El Fassi à El Jadida; L'association des jeunes du Douar Tiriguite à Skoura Préfecture de Ouarzazate et l'école de Douar El Hajja à In Orma

Les sacs d'école ont été fabriqués au Maroc par une usine locale et la supervision de l'opération a été réalisée par



plusieurs bénévoles sur place. Ce qui a permis de réduire de nombreux coûts inhérents aux frais de transport et encouragé également l'industrie marocaine.

L'ASCM tient à remercier chaleureusement tous ses donateurs, ses bénévoles au Canada et au Maroc, les responsables de la banque populaire du Maroc à Montréal, ainsi que ses fidèles partenaires pour leur appui indéfectible et implication continue, sans lesquels de telles réalisations n'auraient pu voir le jour.

L'équipe de l'ASCM tient également à souligner l'implication du groupe Atlas Média, Le Magazine M et Maghreb Canada Express pour leur soutien en vue de faire connaître les différentes réalisations et activités de l'ASCM.

Le conseil d'administration de l'ASCM profite également de cette occasion pour souhaiter à tous une excellente année 1432 et 2011 et vous donne rendez-vous à notre prochaine activité qui vous sera annoncée sous peu.

Fondée en 2002, l'ASCM a pour mission principale de venir en aide aux personnes handicapées et démunies du Maroc. Elle soutient également les familles marocaines nouvellement installées au Canada et offre son appui aux personnes vivant dans des situations précaires ou d'handicapes.

L'ASCM est un organisme à but non lucratif qui ne bénéficie d'aucune subvention pour son fonctionnement et est administré par des professionnels qui travaillent à temps plein dans leurs domaines respectifs. La réalisation des opérations humanitaires est financée uniquement par les dons de la communauté et de ses partenaires.



Retour sur le colloque sur la mort musulmane de Chicoutimi : Une grande manifestation internationale en l'absence des musulmans de la région.

«Tu es né libre comme l'ombre de la brise. Et libre telle la lumière du matin dans le ciel. ... Pourquoi baisser le front devant ceux qui t'ont enchaîné? ... Allons, réveille-toi, prends les chemins de la vie. Celui qui dort, la vie ne l'attend pas. N'aie crainte, au-delà des collines, il n'y a que le jour dans sa parfaite éclosion. À la lumière! La lumière douceur et beauté.» Abou Kacem Echabbi

Suite à ce colloque (*Voir encadré*), il serait important de faire des investigations sur le terrain et d'essayer, par le biais d'entrevues, de comprendre le vécu du musulman dans la société d'accueil, vécu qui touche plusieurs aspects et problématiques aux niveaux méso, micro et macro sociaux.

Cela permettra de connaître la constitution de l'inconscient collectif de la communauté musulmane et comment cet inconscient colore son positionnement sociohistorique et politique en ce qui a trait à d'autres problématiques. Les éléments recueillis seront, dans une deuxième étape, des éléments de base qui permettront à l'intervenant psychosocial d'élaborer son diagnostic et de renforcer son plan d'intervention en ce qui a trait à l'intervention en cas de deuil et d'autres situations découlant du social des musulmans dans la société d'accueil.

J'aimerais, en ma qualité d'intervenant social, souligner certaines particularités qui colorent la mort musulmane au Canada: Tout d'abord, sur le plan politique, l'expérience tunisienne de rapatriement des dépouilles pourra susciter l'intérêt d'autres pays.

Par ailleurs, il est à signaler que certains musulmans évitent de signer les contrats d'assurance-vie afin d'éviter toute source de *Chobha* (*Apparence de vérité*). Par conséquent, la charge des proches et des amis du mourant sera de plus en plus alourdie. Pour cela, ils ont recours, comme la plupart des musulmans, aux services de certaines associations musulmanes qui déploient des efforts importants pour les aider et les supporter au niveau des procédures administratives et au niveau des collectes des fonds pour assurer l'enterrement et parfois pour payer les dettes du défunt.

Toutefois, en ma connaissance, au Québec, c'est seulement l'association de l'Escio qui assume gratuitement l'enterrement des musulmans.

De plus, tout musulman a la possibilité de dicter son testament gratuitement auprès d'un Imam. Il est donc important pour toutes les associations musulmanes de partager les expériences et les avis pour le bien collectif de la communauté. De plus, il est important pour certaines associations et en particulier les mosquées dans les régions éloignées de bien coordonner leurs efforts avec la société civile et la communauté musulmane au Québec et d'engager un imam diplômé, ce qui permettra à ces mosquées d'assumer plusieurs rôles sociaux et d'avoir le support religieux et spirituel nécessaire en situation de deuil.

Enfin, l'engagement des musulmans immigrés au Canada dans le champ de l'intervention sociale, psychologique, médicale et paramédicale est un atout nécessaire parmi d'autres qui pourra contribuer pour les musulmans à avoir un refuge, la compréhension et l'aide dont ils ont besoin.

Peu de musulmans qui résident dans la région de Saguenay-Lac-Saint-Jean ont été présents dans ce colloque. Ceci peut être expliqué par l'absence de vrais leaders communautaires musulmans dans la région et par une volonté de discrétion et d'invisibilité. En effet, la majorité des musulmans dans la région sont des étudiants passagers. C'est l'association musulmane à Chicoutimi qui offre pour les musulmans de la région des circonstances de participation sociale sans suggérer un savoir nécessaire pour assurer un rôle religieux, social et humanitaire envers les musulmans dans la région. Ainsi, la mosquée dans la région demeure un endroit invisible pour d'autres communautés religieuses, qui veulent entrer en dialogue avec les musulmans, du fait qu'il

n'existe aucune indication qui permet de la repérer. Douze ans après la construction de la mosquée, la direction de la *Qibla* a été modifiée. Cet événement peut évoquer un désengagement de cette association du courant *Wahabiste* et son attachement au courant des *Ah-bechs*, et, par conséquent une perturbation au niveau des repères identitaires, culturels et idéologiques.

Taha, Abderrafie-Maalla

Le premier colloque international et interdisciplinaire en Amérique du nord sur « La mort musulmane en contexte d'immigration et d'islam minoritaire : enjeux religieux, éthiques, culturels et identitaires » a été organisé par le professeur Khadiyatoulah Fall et le chercheur Mamadou Dimé de la Chaire CERII de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), à Chicoutimi du 7 au 8 octobre 2010 (...)

Question fondamentale ayant animé tous les débats: «Quelle est la capacité d'adaptation de l'islam en terre non musulmane, dans une société qui a opté pour une laïcisation institutionnelle ? » Sans aucun doute des plus complexes, cette question a suscité une réflexion profonde sur la société d'accueil et sur sa capacité d'intégrer les musulmans. Elle soulève aussi plusieurs interrogations qui concernent les immigrants musulmans et leur choix d'intégration, par exemple : Y a-t-il possibilité pour une mort « Halal » ?, Peut-t-on favoriser le processus d'intégration par l'inhumation en terre d'accueil ?, Peut-t-on enranger une mémoire collective musulmane via un cimetière ou un lopin de terre « sacré » musulman ? (...)

Source: Driss El Rhaib, *Maghreb Canada Express*, Vol. VIII N°11 NOVEMBRE 2010.

France : L'Affaire Karachi

Au sommet de l'OTAN à Lisbonne, Nicolas Sarkozy a vu rouge quand un journaliste lui a posé une question sur l'affaire Karachi. « Vous devez être un pédophile, j'en ai l'intime conviction » a-t-il lancé au journaliste. Décidément le président de la République française n'apprécie pas le sujet... C'est le moins qu'on puisse dire !

Par cette déclaration le président français voulait démontrer qu'on n'accuse pas quelqu'un sans preuve. Car on pourrait accuser tout le monde.

Mais pourquoi cette affaire énerve-t-elle le Président ?

Pour nos lecteurs de Montréal et du Canada un petit rappel des faits s'impose :

Vers la fin de l'année 1992, le ministère de la Défense français veut convaincre le Pakistan d'acheter des sous-marins français plutôt qu'allemands. La DCN -qui dépend de la Défense- missionne alors la Sofma, société d'export des marchandises militaires françaises à l'étranger. Par quels moyens? En versant de l'argent aux responsables locaux. En échange de cet effort, la Sofma percevra 6,25% du montant de la commande. Il faut signaler qu'à l'époque ces transactions étaient légales, car les commissions sur les contrats d'armement ne seront interdites qu'en 2000. Le 12 juillet 1994, Renaud Donnedieu de Vabres, directeur de cabinet du ministre de la Défense, François Léotard, impose à la DCN un nouvel interlocuteur, Mercor, société off-shore, représentée par Ziad Takkiedine et Abdul Rahman el Assir. Les deux hommes vont "arroser" des responsables pakistanais, tout comme la Sofma. Eux recevront 4% lors du paiement de la commande.

A son arrivée à l'Élysée, Chirac qui avait des comptes à régler avec Balladur, car ce dernier avait trahi sa confiance en se présentant contre lui aux présidentielles, avec le soutien d'un certain Sarkozy, ministre de Balladur à cette époque. Chirac suspend donc le versement des commissions à Mercor. Pourquoi? "Pour moraliser la vie publique et politique", a répondu Charles Millon, lors de son audition ce mercredi par le juge Renaud Van Ruymbeke.

Selon « Libération », la Sofma n'a cessé de payer ses agents au Pakistan qu'en 2001, cinq ans après la décision de Jacques Chirac. « Le Canard enchaîné » qui a analysé cette affaire dans son numéro du 24 novembre 2010, rapporte dans ses colonnes que le 8 mai 2002, le car transportant du personnel de la DCN à Karachi est pulvérisé par une bombe. Bilan : 15

morts, dont 11 ingénieurs français. Huit mois après le 11 septembre, l'enquête confiée au juge Bruguière, privilégie la piste Al-Qaida. Sans preuve convaincante.

Son successeur, Marc Trevidic, était persuadé que l'arrêt du versement des commissions décidé en 1996 par Chirac a provoqué la vengeance d'officiels pakistanais frustrés. Une piste, elle aussi, contestable, car six ans ont passé. En outre, l'essentiel des commissions « officielles » semble avoir été déjà versé. Mais l'accusation est lancée. Elle va faire son chemin. Même si, en juin 2009, le président Sarkozy commente ainsi cette hypothèse : « Karachi, c'est la douleur des familles. Qui peut croire à une fable pareille ? »

Ce n'est pas une fable : comme je l'ai mentionné plus haut, à peine élu en 1995, Chirac met l'artillerie lourde en batterie. Le robinet à commissions est coupé et les vaincus balladuriens, soupçonnés d'avoir voulu profiter des marchés d'armements, sont placés sous surveillance. Des proches de Léotard se retrouvent sur écoutes. Un privé est chargé de « raisonner » l'intermédiaire Takkiedine, qui s'obstine à réclamer sa part. Les comptes offshore sont mis en sommeil. Cette violente bagarre au sein de la droite conforte, elle aussi, l'hypothèse d'un financement politique. Quelques années plus tard, Jean-Marc Boivin, patron d'Heine, une société-écran de la DCN, créée au Luxembourg avec l'aval de Sarkozy et de Nicolas Bazire, alors directeur du cabinet de Balladur, refait surface. S'estimant mal payé de ses efforts, Boivin adresse de 2004 à 2006 des lettres à Chirac, Alliot-Marie, Sarkozy, les menaçant de « révélations ». En octobre 2006, des gros bras de la DGSE tentent de le fléchir. En vain. Ils sont, affirme, sans le prouver, un pont de la DCN, mandatés par Sarkozy, alors candidat à la présidentielle. Devant cet odieux chantage, l'Etat ne va pas hésiter à négocier et à payer. De quoi conforter, encore, le soupçon.

En avril 2008, le dossier s'alourdit brusquement. Deux juges travaillant sur des commissions illégales de la Direction des constructions navales saisissent un « mémo » de son directeur financier. Ainsi que des notes signées d'un ancien de la DST. Ces documents décrivent, entres

autres, le rôle des émissaires de la onzième heure, Takkiedine et El Assir. Ils évoquent aussi des liens avec Balladur, Donnedieu de Vabres et Léotard.

Malgré le tumulte médiatique, le secret reste de mise. Des documents financiers liés au contrat restent protégés par le secret défense. Les pièces relatives aux comptes de campagne du candidat Balladur demeurent, elles aussi, invisibles. Quant au maître chanteur Boivin, il se voit proposer un protocole d'accord en janvier 2009. Il empêche le magot, et se tait depuis lors.

A l'heure où j'écris cet article quatre enquêtes sont en cours autour de l'affaire Karachi. Le juge d'instruction Renaud Van Ruymbeke enchaîne les auditions dans le cadre d'une plainte pour « corruption » et « délit d'entrave ». Les familles des victimes de l'attentat soupçonnent la direction de la DCN d'avoir caché à la justice des documents accréditant la piste politique et financière dans l'attentat. Mais le procureur de la République de Paris, Jean-Claude Marin, réputé proche du pouvoir, a jugé ces faits prescrits. Renaud Van Ruymbeke est passé outre et le parquet de Paris a fait appel le 7 octobre. En attendant la décision de la cour d'appel, le juge continue son travail, emmagasinant le plus de preuves possibles.

Ce qui est certain, c'est que cette affaire tombe mal pour Alain Juppé, fraîchement débarqué dans la nouvelle équipe de François Fillon, il n'a fait que trois mois dans l'ancien gouvernement où il a fait un passage éclair en tant que ministre de l'Ecologie. Il revenait de Montréal où il a enseigné à l'ENAP.

Il ne reste qu'un an pour les prochaines présidentielles, alors en attendant les ministres de la majorité contre-attaquent. Le PS compte les coups. Les obus fusent. Chacun s'exprimant, bien sûr, au nom de la « douleur des familles ».

Je terminerai cet article sur cette citation d'Abraham Lincoln : « On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps ».

Mustapha Bouhaddar

SOCCKER MAROCAIN : BILAN 2010 ET PERSPECTIVES

Le soccer marocain vient de vivre une année assez agitée et pleines de contradiction. Après une analyse du bilan 2010, cet article vous présentera une synthèse des principaux événements de l'année écoulée.



Par Radouane Bnou-nouçair

Le public marocain, en choisissant une nageuse et un sprinter, comme athlètes de l'année 2010, a nettement affirmé son désaveu au football, le sport le plus populaire !

Pour l'année écoulée, ce désaveu est amplement mérité car l'équipe nationale n'a réussi à se qualifier ni à la CAN2010 ni à la CM2010. Pire, jamais, cette sélection n'a pu calmer les frustrations du public car, tout au long des éliminatoires, elle n'a obtenu aucune victoire !

Le recrutement d'Eric Gerets

Pourtant, les responsables vont trouver la solution miracle pour redémarrer : ils vont recruter un brillant entraîneur, le belge Eric Gerets, en juillet 2010. Mais il ne prendra ses fonctions qu'au mois d'Octobre.

Entre-temps, l'équipe est confiée à son adjoint Cuperly qui va faire de l'excellent travail: En utilisant pratiquement les mêmes joueurs qui

avaient échoué aux éliminatoires, Cuperly, en concertation avec Gerets, va rebâtir l'équipe sur de nouvelles bases, en introduisant de la rigueur, de la crédibilité et surtout de la discipline. En clarifiant les règles du jeu et en mettant les joueurs en confiance, les deux entraîneurs vont créer une nouvelle ambiance, plus propice aux victoires.

Les résultats ne se font pas attendre : après un faux pas contre la République Centrafricaine (0-0, au Maroc), les « lions de l'Atlas » vont rugir de nouveau grâce à une victoire en Tanzanie et un nul positif contre l'Irlande !

Le nouveau groupe

Il est constitué, essentiellement de professionnels évoluant dans les championnats européens, vu que la Botola nationale ne génère pas encore de joueurs de niveau international.

Même si Eric Gerets ne veut pas encore l'admettre, son groupe, à deux ou trois joueurs près, est déjà constitué.

Le noyau dur

Lamyaghri (WAC), Basser(Nancy), Benatia(Udinese), Kantari(Brest), Kaddouri(Dynamo Kiev), Her-

mach(Lens), Boussoufa(Anderlecht), Kharja(Genoa), Ahmadi (Feyenord), Zhar (Salonique), Berrabeh(Pays du Golfe), Hajji(Nancy), Elarabi (Caen), ElHamdaoui(Ajax Amsterdam), Cham-makh (Arsenal), Souleimani (Raja), Belhanda (Montpellier) et Carcela (Standard de Liège).

Joueurs à confirmer (pour une raison ou une autre)

Mohammadina (OCK), Ainy (Raja), Oulhaj (Raja), Boukhriss (FUS), Chaddli (Problème de nationalité), Taarabt (déclarations intempestives).

Autres prétendants potentiels

Kawtari(Montpellier), Ait Fenna (Montpellier), Aissati (Arnheim), Adil Karouchy (DHJ), Issam ERRAKI (pays du Golfe), Essaidi (Hollande), Zakarya Labiad (PSV Heindhoven), Chahiri (MAS), ...

Les perspectives

L'équipe nationale est en bonne voie ; l'ambiance s'améliore, la rigueur et la discipline s'installent et les joueurs sont de plus en plus motivés et combattifs. Et, bien sûr, les résultats suivent. Les deux derniers matches (victoire contre la Tanzanie et nul contre l'Irlande) ont confirmé la naissance d'un groupe sous la houlette d'un staff compétent (Eric Gerets, son adjoint Cuperly et le préparateur physique, Didier Farrugia).

Cette nouvelle sélection est très prometteuse.

LES EVENEMENTS MARQUANTS DE L'ANNEE 2010

L'équipe nationale féminine est éliminée, dès le premier tour des qualifications pour la coupe d'Afrique des nations, par le Sénégal (0-0 et 0-1) ;



Eric Gerets

À suivre: Page 30

SOCGER MAROCAIN : BILAN 2010 ET PERSPECTIVES

Suite de la Page 29

L'AS FAR est éliminée de la coupe de l'union Nord Africaine de football (UNAF), en 16ième de finale par les algériens de Chabab Belouizdad (1-1 et 0-1) ;

Le DHJ est éliminé de la ligue des champions d'Afrique par l'Ittihad Lybyen, aux t.a.b, dès les 16ième de finale ;

Le néerlandais Pim Verbeek est désigné comme Directeur sportif des équipes nationales des jeunes et comme entraîneur de l'EN Olympique ;

Le Wydad de Casablanca remporte le championnat 2010 de première division ;

Omar Hassi (Wydad de Fès) est sacre meilleur buteurs de la D1 en 2010,

avec 12 buts ;

La jeunesse de Kasba Tadla et le Chabab Rif d'Al Hoceima accèdent à la première division ;

L'équipe des locaux est écartée, pour la deuxième fois consécutive, de la CHAN, prévue en 2011 au Soudan, après deux matches nuls contre la Tunisie (1-1 et 2-2) ;

Eric Gerets est nommé, le 5 juillet, entraîneur de l'équipe nationale ; il ne prendra ses fonctions qu'en octobre 2010 ;

La sélection des moins de 17 ans est éliminée, dès le premier tour des qualifications pour la coupe d'Afrique 2011, prévue au Rwanda ;

Mustapha Hajji, le ballon d'or africain de 1998, prend sa retraite footballisti-

que, à l'âge de 38 ans ;

Le Maroc dépose sa candidature pour organiser la CAN 2015 ou celle de 2017 ;

Le Wydad est éliminé en demi-finale de l'UNAF, défait par le club africain de Tunis (0-0 puis 3-0) ;

L'AS FAR est éliminée, en demi finale, de l'UNAF, par l'Ittihad lybien (2-1 puis 0-2) ;

Le FUS de Rabat remporte la coupe du trône 2010 au dépend du MAS de Fès (2-1) ;

Le FUS de Rabat s'adjuge la coupe d'Afrique des clubs champions après avoir défait, le club tunisien, CS Sfax (0-0 puis 3-2).



Viande Halal

Prix abordables!
Téléphonez au
(450) 588-3439

A 30 minutes de Montréal

Vous pouvez Aussi accomplir le rituel de l'abattage par vous-même

ABATTOIR ZAMPINI INC.

Armando Zampini, Propriétaire
Chèvres - Moutons - Veaux - Lapins - Viande Chevaline - Canards

1425, L'Achigan Nord, L'Épiphanie
Autoroute 40 Est, (Sortie 108, puis tourner à gauche)

Annonce gratuite

عقد الزواج

يسعد الجمعية الإسلامية لمتنزل أن تقدم للجناب المغربية خاصة والإسلامية عامة خدمة إبرام عقد الزواج حسب الشريعة الإسلامية، و تحيطكم الجمعية علما أن هذا العقد معترف به من طرف الحكومة الليبية و مصالح القنصلية العامة المغربية بمتنزل

لتزود من الطوموات الرجاء الإتصال بالأخ عمر
(514) 325-7322
العنوان: مسجد نور الإسلام
4675, Rue Amiens, Montréal-Nord, (Angle Amiens/Drapeau)

ACTE DE MARIAGE

L'Association Musulmane de Montréal-Nord est heureuse d'offrir à la Communauté Marocaine en particulier, et Musulmane en général, le service de délivrance de l'acte de mariage musulman

L'acte délivré est reconnu par le Gouvernement du Québec et par le Consulat Général du Maroc à Montréal.

Pour Informations et Rendez-vous
M. Omar : (514) 325-7322

Adresse : Mosquée Nour Al-Islam, 4675, Rue Amiens, Montréal-Nord
(Angle Amien/Drapeau)

Association Musulmane de Montréal Nord (AMMN)
<http://www.ammn.org>